

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtišanu:	bez piesūtišanas:
par Ls	(saņemot ekspedīcijā)
par Ls	par Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 2,—	1 1,70
Piesūtīt pa pastu	Par atsevišķu
un pie atkalpār-	numuru 10
devējiem 13	

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili 2. ist. Tālrūnis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiālais laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili 1. ist. Tālrūnis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.)	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„—,80

196. №

Piektdien, 1935. g. 30. augustā

Astoņpadsmitais gads

Likums par konvenciju valzivju medību reglamentēšanai.
Likums par Vienošanu par ugunskuģiem ar komandu, kuģi atrodas ārpus savas parastās pozīcijas.
Rīkojums par ģimnaziju stundu plāniem.
Aizrādījums par stundu plāniem un programmām ģimnazijās 1935./36. māc. gadā.
Izglītības ministr. rīkojumi par: 1) Rīgas valsts poļu ģimnazijas atvēršanu, 2) S. Gorka priv. židu pamatskolas un ģimnaz. slēgšanu un 3) „Rīgas židu sabiedriskās ģimnazijas ar pamatskolu” atvēršanu.
Iekšlietu ministr. rīkojumi par „Die Geächteten” un „Dos Vort” — „Dos Naie Vort” ieviešanas un izplatīšanas aizliegšanu un laikrakstu „Orient”, „Rigasche Rundschau”, „Latgolas Vords” un „Pēdējā Bridi” sodīšanu.
Iekšlietu ministr. lēmumi par „Židu cionistu jaunatnes organiz. Herclia” likvidēšanu un likvidāc. komis. iecelšanu „Latviešu tautas apvienībai „Ugunskrusts”.
Rīkojums mājas alus darišanas lietā.

Ministru kabinets 1935. g. 22. augustā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par Konvenciju valzivju medību reglamentēšanai.

1. Ženēvā 1931. gada 24. septembrī noslēgtā Konvencija valzivju medību reglamentēšanai ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā Konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
3. Konvencija stājas spēkā viņas 17. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1935. g. 30. augustā.

Valsts Prezidents A. Kviess.

Convention pour la Réglementation de la Chasse à la Baleine.

Sa Majesté le Roi des Albanais; Le Président du Reich allemand; Le Président des États-Unis d'Amérique; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Le Président de la République de Colombie; Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande; Le Président du Gouvernement de la République espagnole; Le Président de la République de Finlande; Le Président de la République française; Le Président de la République hellénique; Sa Majesté le Roi d'Italie; Le Président des États-Unis du Mexique; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Le Président de la République de Pologne; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Le Conseil fédéral suisse; Le Président de la République tchécoslovaque; Le Président de la République de Turquie; Sa Majesté le Roi de Yougoslavie

ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

- Sa Majesté le Roi des Albanais:
M. Lec KURTI, Ministre résident, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.
- Le Président du Reich allemand:
M. Hans Hermann VÖLCKERS, Consul Général à Genève.
- Le Président des États-Unis d'Amérique:
M. Hugh R. WILSON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.
- Sa Majesté le Roi des Belges:
M. P. HYMANS, Ministre des Affaires Étrangères.
- Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:
Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes Parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:
Le très honorable vicomte Cecil of CHELWOOD, K. C.
Pour le Dominion du Canada:
L'honorable Hugh GUTHRIE, P. C., K. C., M. P., Ministre de la Justice, Procureur Général.
Pour le Commonwealth d'Australie:
Mr. James R. COLLINS, C. M. G., C. B. E., Secrétaire officiel et Conseiller financier au Bureau du Haut Commissaire à Londres.
Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:
Sir Thomas Mason WILFORD, K. C. M. G., K. C., Haut Commissaire à Londres.
- Pour l'Union Sud-Africaine:
Mr. C. T. de WATER, Haut Commissaire à Londres.
- Pour l'Inde:
Sir Brojendra L. MITTER, Kt., Membre juridique du Conseil exécutif du Vice-Roi.
- Le Président de la République de Colombie:
Le Docteur A. J. RESTREPO, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.
- Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:
M. William BÖRBERG, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.
- Le Président du Gouvernement de la République espagnole:
M. Alejandro Lerroux GARCIA, Ministre d'État.

- Le Président de la République de Finlande:
M. Evald GYLLENBÖGEL, Conseiller de Légation, Délégué permanent a. i. après de la Société des Nations.
- Le Président de la République française:
M. Louis ROLLIN, Député, Ministre de Commerce et l'Industrie.
- Le Président de la République hellénique:
M. R. RAPHAËL, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.
- Sa Majesté le Roi d'Italie:
M. Augusto ROSSO, Ministre Plénipotentiaire, Délégué adjoint au Conseil de la Société des Nations.
- Le Président des États-Unis du Mexique:
M. Salvador Martínez de ALVA, Directeur du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.
- Sa Majesté le Roi de Norvège:
M. Birger BRAADLAND, Ministre des Affaires étrangères.
- Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:
Le Jonkheer F. Beelaerts van BLOKLAND, Ministre des Affaires étrangères.
- Le Président de la République de Pologne:
M. Auguste ZALESKI, Ministre des Affaires étrangères.
- Sa Majesté le Roi de Roumanie:
M. Constantin ANTONIADE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.
- Le Conseil fédéral suisse:
M. Giuseppe MOTTA, Président de la Confédération suisse, Chef du Département politique fédéral.
- Le Président de la République tchécoslovaque:
M. Zdeněk FIERLINGER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.
- Le Président de la République de Turquie:
Cemal HÜSNÜ bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.
- Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:
M. Voislav MARINKOVITCH, Ministre des Affaires étrangères.
- Lesquels après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre, dans les limites de leurs juridictions respectives, des mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention et pour punir les infractions aux dites dispositions.

Article 2.

La présente Convention est applicable seulement aux baleines à fanons.

Article 3.

La présente Convention ne s'applique pas aux aborigènes habitant les côtes des territoires des Hautes Parties contractantes à la condition que:

1. Ils fassent seulement usage de canots, de pirogues ou d'autres embarcations exclusivement indigènes et mues à la voile ou à rames;
2. Ils ne se servent pas d'armes à feu;
3. Ils ne soient pas au service de personnes non aborigènes;
4. Ils ne soient pas tenus de livrer à des tiers le produit de leur chasse.

Article 4.

Il est interdit de capturer ou de tuer les „right whales”, qui seront considérées comme comprenant la baleine du cap Nord, la baleine du Groenland, la „right whale” australe, la „right whale” du Pacifique et la „right whale” pygmée australe.

Article 5.

Il est interdit de capturer ou de tuer les baleineaux ou jeunes baleines non sevrées, les baleines non adultes et les baleines femelles accompagnées de baleineaux (ou jeunes non sevrés).

Article 6.

Les carcasses de baleines capturées devront être utilisées aussi complètement que possible. En particulier:

1. L'huile devra être extraite, par ébullition ou par tout autre procédé, de tout le blanc ainsi que de la tête et la langue et, en outre, de la queue jusqu'à l'ouverture extérieure du gros intestin.
Les dispositions du présent paragraphe ne seront applicables qu'aux carcasses ou parties de carcasses non destinées à être utilisées comme comestibles.
2. Toute usine, flottante ou non, servant à traiter les carcasses de baleine, devra être munie de l'outillage nécessaire pour extraire l'huile du blanc, de la chair et des os.
3. Si des baleines sont amenées au rivage, des mesures appropriées devront être prises pour utiliser les résidus après l'extraction de l'huile.

Article 7.

Les canonniers et les équipages des navires baleiniers devront être embauchés à des conditions qui feront, dans une grande mesure, dépendre leur rémunération de facteurs tels que la taille, l'espèce, la valeur des baleines capturées et la quantité d'huile extraite, et non pas seulement du nombre des baleines capturées, pour autant que cette rémunération dépende des résultats de la chasse.

Article 8.

Aucun navire des Hautes Parties contractantes ne pourra se livrer à la capture ou au traitement des baleines sans qu'une licence spéciale ait été concédée à ce navire par la Haute Partie contractante dont il porte le pavillon, ou sans que son propriétaire ou affrètement ait notifié au gouvernement de cette Haute Partie contractante son intention d'utiliser ce navire pour la chasse à la baleine et qu'il ait reçu dudit gouvernement une attestation de cette notification.

Le présent article ne porte nullement atteinte au droit, pour l'une quelconque des Hautes Parties contractantes, d'exiger, en outre, une licence émanant de ses propres autorités, pour tout navire désireux d'utiliser son territoire ou ses eaux territoriales en vue de capturer, d'amener à terre ou de traiter des baleines. La délivrance de cette licence pourra être, soit refusée, soit subordonnée aux conditions que la Haute Partie contractante intéressée estimera nécessaires ou opportunes, quelle que soit la nationalité du navire.

Article 9.

La zone géographique d'application des articles de la présente Convention s'étendra à toutes les eaux du monde entier, y compris à la fois la haute mer et les eaux territoriales et nationales.

Article 10.

1. Les Hautes Parties contractantes devront obtenir des navires baleiniers portant leur pavillon les renseignements les plus complets possible au point de vue biologiques sur chaque baleine capturée, et en tout cas en ce qui concerne les points suivants:

- a) Date de la capture;
- b) Lieu de la capture;
- c) Espèce;
- d) Sexe;
- e) Longueur, mesurée si l'animal est retiré de l'eau; approximative si la baleine est découpée dans l'eau;
- f) S'il y a un foetus, longueur du foetus et son sexe, s'il peut être déterminé;
- g) Renseignements sur le contenu de l'estomac, lorsque cela est possible.

2. La longueur mentionnée aux paragraphes e) et f) du présent article sera celle de la ligne droite depuis l'extrémité du museau jusqu'à l'intersection des nageoires caudales.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes se fera adresser par toutes les usines, flottantes ou établies sur la terre ferme, soumises à sa juridiction, des relevés indiquant le nombre des baleines de chaque espèce traitées dans chacune des usines et les quantités d'huile de chaque qualité, poudre, guano et autres sous-produits tirés de ces baleines.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera les renseignements statistiques relatifs aux opérations concernant les baleines, qui ont eu lieu dans le ressort de leur juridiction, au Bureau international de Statistiques baleinières à Oslo. Les renseignements fournis devront comprendre au moins les détails mentionnés à l'article 10 et: 1. le nom et le tonnage de chaque usine flottante, 2. le nombre et le tonnage global des navires baleiniers; 3. une liste des stations terrestres ayant fonctionné au cours de la période envisagée. Ces renseignements seront fournis à des intervalles appropriés ne dépassant pas une année.

Article 13.

L'obligation, pour l'une quelconque des Hautes Parties contractantes, de prendre des mesures en vue d'assurer l'observation des dispositions de la présente Convention dans ses territoires et dans ses eaux territoriales et par ses navires, sera limitée à ceux de ses territoires auxquels s'applique la Convention et aux eaux territoriales contiguës, ainsi qu'aux navires immatriculés dans ces territoires.

Article 14.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signée, jusqu'au trente et un mars 1932, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres, en indiquant les dates auxquelles ces dépôts ont été effectués.

Article 16.

À partir du premier avril 1932, tout Membre de la Société des Nations et tout État non membre au nom duquel la Convention n'a pas été signée à cette date, pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de ce dernier à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres.

Article 17.

La présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu des ratifications ou des adhésions au nom d'au moins huit Membres de la Société des Nations ou États non membres. Dans ce nombre doivent être compris le Royaume de Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

À l'égard de chacun des Membres ou États non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 18.

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention et à la demande de deux Membres de la Société, ou deux États non membres, à l'égard desquels la présente Convention sera à ce moment en vigueur, le Conseil de la Société des Nations convoque une conférence pour la révision de la Convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'y faire représenter.

Article 19.

1. La présente Convention pourra être dénoncée à l'expiration d'une période de trois années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la Convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les États non membres de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la réception de la notification.

Article 20.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous

les territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de trois ans prévue à l'article 19, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article, ainsi que les dates de leur réception.

Article 21.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès qu'elle sera entrée en vigueur.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-quatre septembre mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux États non membres.

Convention for the Regulation of Whaling.

His Majesty the King of the Albanians; the President of the German Reich; the President of the United States of America; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; the President of the Republic of Colombia; His Majesty the King of Denmark and Iceland; the President of the Government of the Spanish Republic; the President of the Republic of Finland; the President of the French Republic; the President of the Hellenic Republic; His Majesty the King of Italy; the President of the United States of Mexico; His Majesty the King of Norway; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Polish Republic; His Majesty the King of Roumania; the Swiss Federal Council; the President of the Czechoslovak Republic; the President of the Turkish Republic; His Majesty the King of Yugoslavia have appointed as their Plenipotentiaries the following:

His Majesty the King of the Albanians:

M. Lec KURTI, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the German Reich:

M. Hans Hermann VÖLCKERS, Consul-General at Geneva.

The President of the United States of America:

Mr. Hugh R. WILSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of the Belgians:

M. P. HYMANS, Minister for Foreign Affairs.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

The Right Honourable Viscount Cecil of CHELWOOD, K. C.

For the Dominion of Canada:

The Honourable Hugh GUTHRIE, P. C., K. C., M. P., Minister of Justice and Attorney-General.

For the Commonwealth of Australia:

Mr. James R. COLLINS, C. M. G., C. B. E., Official Secretary and Financial Adviser in the Office of the High Commissioner in London.

For the Dominion of New Zealand:

Sir Thomas Mason WILFORD, K. C. M. G., K. C., High Commissioner in London.

For the Union of South Africa:

Mr. C. T. de WATER, High Commissioner in London.

For India:

Sir Brojendra L. MITTER, Kt., Law Member of the Viceroy's Executive Council.

The President of the Republic of Colombia:

Dr. A. J. RESTREPO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Denmark and Iceland:

M. William BORBERG, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Government of the Spanish Republic:

M. Alejandro Lerroux GARCÍA, Minister of State.

The President of the Republic of Finland:

M. Evald GYLLENBÖGEL, Counsellor of Legation, Permanent Delegate a. i. accredited to the League of Nations.

The President of the French Republic:

M. Louis ROLLIN, Deputy, Minister of Commerce and Industry.

The President of the Hellenic Republic:

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Italy:

M. Augusto ROSSO, Minister Plenipotentiary, Substitute Delegate to the Council of the League of Nations.

The President of the United States of Mexico:

M. Salvador Martínez de ALVA, Head of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Norway:

M. Birger BRAADLAND, Minister for Foreign Affairs.

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Jonkheer F. Beelaerts van BLOKLAND, Minister for Foreign Affairs.

The President of the Polish Republic:

M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs.

His Majesty the King of Roumania:

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations.

The Swiss Federal Council:

M. Giuseppe MOTTA, President of the Swiss Confederation, Head of the Federal Political Department.

The President of the Czechoslovak Republic:

M. Zdeněk FIERLINGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Turkish Republic:

Cemal HÜSNÜ Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of Yugoslavia:

M. Voislav MARINKOVITCH, Minister for Foreign Affairs.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article 1.

The High Contracting Parties agree to take, within the limits of their respective jurisdictions, appropriate measures to ensure the application of the provisions of the present Convention and the punishment of infractions of the said provisions.

Article 2.

The present Convention applies only to baleens or whalebone whales.

Article 3.

The present Convention does not apply to aborigines dwelling on the coasts of the territories of the High Contracting Parties provided that:

- (1) They only use canoes, pirogues or other exclusively native craft propelled by oars or sails;
- (2) They do not carry firearms;
- (3) They are not in the employment of persons other than aborigines;
- (4) They are not under contract to deliver the products of their whaling to any third person.

Article 4.

The taking or killing of right whales, which shall be deemed to include North-Cape whales, Greenland whales, southern right whales, Pacific right whales and southern pigmy right whales, is prohibited.

Article 5.

The taking or killing of calves or suckling whales, immature whales and female whales which are accompanied by calves (or suckling whales) is prohibited.

Article 6.

The fullest possible use shall be made of the carcasses of whales taken. In particular:

1. There shall be extracted by boiling or otherwise the oil from all blubber and from the head and the tongue, and in addition, from the tail as far forward as the outer opening of the lower intestine.

The provisions of this sub-paragraph shall apply only to such carcasses or parts of carcasses as are not intended to be used for human food.

2. Every factory, whether on shore or afloat, used for treating the carcasses of whales shall be equipped with adequate apparatus for the extraction of oil from the blubber, flesh and bones.

3. In the case of whales brought on shore, adequate arrangements shall be made for utilising the residues after the oil has been extracted.

Article 7.

Gunners and crews of whaling vessels shall be engaged on terms such that their remuneration shall depend to a considerable extent upon such factors as the size, species, value and yield of oil of whales taken, and not merely upon the number of whales taken, in so far as payment is made dependent on results.

Article 8.

No vessel of any of the High Contracting Parties shall engage in taking or treating whales unless a licence authorising such vessel to engage therein shall have been granted in respect of such vessel by the High Contracting Party, whose flag she flies, or unless her owner or charterer has notified the Government of the said High Contracting Party of his intention to employ her in whaling and has received a certificate of notification from the said Government.

Nothing in this article shall prejudice the right of any High Contracting Party to require that, in addition, a licence shall be required from his own authorities by every vessel desirous of using his territory or territorial waters for the purposes of taking, landing or treating whales, and such licence may be refused or may be made subject to such conditions as may be deemed by such High Contracting Party to be necessary or desirable, whatever the nationality of the vessel may be.

Article 9.

The geographical limits within which the articles of this Convention are to be applied shall include all the waters of the world, including both the high seas and territorial and national waters.

Article 10.

1. The High Contracting Parties shall obtain, with regard to the vessels flying their flags and engaged in the taking of whales, the most complete biological information practicable with regard to each whale taken, and in any case on the following points:

- (a) Date of taking;
- (b) Place of taking;
- (c) Species;
- (d) Sex;
- (e) Length; measured, when taken out of water; estimated, if cut up in water;
- (f) When foetus is present, length and sex if ascertainable;
- (g) When practicable, information as to stomach contents.

2. The length referred to in sub-paragraphs (e) and (f) of this article shall be the length of a straight line taken from the tip of the snout to the notch between the flukes of the tail.

Article 11.

Each High Contracting Party shall obtain from all factories, on land or afloat, under his jurisdiction, returns of the number of whales of each species treated at each factory and of the amounts of oil of each grade and the quantities of meal, guano, and other products derived from them.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties shall communicate statistical information regarding all whaling operations under their jurisdiction to the International Bureau for Whaling Statistics at Oslo. The information given shall comprise at least the particulars mentioned in Article 10 and: (1) the name and tonnage of each floating factory; (2) the number and aggregate tonnage of the whale catchers; (3) a list of the land stations which were in operation during the period concerned. Such information shall be given at convenient intervals not longer than one year.

Article 13.

The obligation of a High Contracting Party to take measures to ensure the observance of the conditions of the present Convention in his own territories and territorial waters, and by his vessels, shall not apply to those of his territories to which the Convention does not apply, and the territorial waters adjacent thereto, or to vessels registered in such territories.

Article 14.

The present Convention, the French and English texts of which shall both be authoritative, shall remain open until the thirty-first of March 1932 for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-member State.

Article 15.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League of Nations and non-member States indicating the dates of their deposit.

Article 16.

As from the first of April 1932, any Member of the League of Nations and any non-member State, on whose behalf the Convention has not been signed before that date, may accede thereto.

The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify all the Members of the League of Nations and non-member States of their deposit and the date thereof.

Article 17.

The present Convention shall enter into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of not less than eight Members of the League or non-member States, including the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

As regards any Member of the League or non-member State on whose behalf an instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall enter into force on the ninetieth day after the date of the deposit of such instrument.

Article 18.

If after the coming into force of the present Convention the Council of the League of Nations, at the request of any two Members of the League or non-member States with regard to which the Convention is then in force, shall convene a Conference for the revision of the Convention, the High Contracting Parties agree to be represented at any Conference so convened.

Article 19.

1. The present Convention may be denounced after the expiration of three years from the date of its coming into force.

2. Denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League and the non-member States of each notification received and of the date of its receipt.

3. Each denunciations shall take effect six months after the receipt of its notification.

Article 20.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of three years mentioned in Article 19, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-member States all declarations and notices received in virtue of this article and the dates of their receipt.

Article 21.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, on the twenty-fourth day of September one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be delivered to all the Members of the League of Nations and to the non-member States.

ALBANIE		ALBANIA
	Lec KURTI	
ALLEMAGNE		GERMANY
	Dr. Hans Hermann VÖLCKERS	
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE		UNITED STATES OF AMERICA
	Hugh R. WILSON	
BELGIQUE		BELGIUM
	HYMANS	
GRANDE BRETAGNE ET IRLANDE		GREAT BRITAIN AND NORTHERN
Du NORD, ainsi que toutes parties de		IRELAND, and all parts of the
l'Empire britannique non membres		British Empire which are not se-
séparés de la Société des Nations		parate Members of the League of
		Nations.
	CECIL	
CANADA		CANADA
	H. GUTHRIE	
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE		COMMONWEALTH OF AUSTRALIA
	James R. COLLINS	
NOUVELLE ZELANDE		NEW ZEALAND
	Thomas M. WILFORD	
UNION SUD-AFRICAINE		UNION OF SOUTH AFRICA
	C. T. te WATER	
INDE		INDIA
	B. L. MITTER	
COLOMBIE		COLOMBIA
	A. J. RESTREPO	
DANEMARK		DENMARK
	Avec réserve, jusqu'à nouvel ordre pour ce qui concerne	
	le Groenland.	
	William BORBERG	
ESPAGNE		SPAIN
	A. LERROUX	
FINLANDE		FINLAND
	Evald GYLLENBÖGEL	
FRANCE		FRANCE
	Louis ROLLIN	

GRÈCE		GREECE
ITALIE	R. RAPHAËL	ITALY
MEXIQUE	Augusto ROSSO	MEXICO
NORVÈGE	S. Martinez de ALVA	NORWAY
PAYS-BAS	Birger BRAADLAND	THE NETHERLANDS
POLOGNE	Pour le Royaume en Europe et les Indes néerlandaises Beelaerts van BLOKLAND	POLAND
ROUMANIE	Auguste ZALESKI	ROUMANIA
SUISSE	C. ANTONIADE	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	MOTTA	CZECHOSLOVAKIA
TURQUIE	Zd. FIERLINGER	TURKEY
YUGOSLAVIE	Cemal HÜSNÜ	YUGOSLAVIA
	Dr. V. MARINKOVITCH	

Tulkojums.

Konvencija valzivju medību rēglamentēšanai.

Viņa Majestāte Albāņu Kēniņš; Vācijas valsts prezidents; Amerikas Savienoto Valstu prezidents; Viņa Majestāte Beļģiešu Kēniņš; Viņa Majestāte Lielbritānijas, Īrijas un Britānijas aizjūras dominiņu Kēniņš; Indijas Keizars; Kolumbijas republikas prezidents; Viņa Majestāte Dānijas un Islandes Kēniņš; Spānijas republikas valdības prezidents; Somijas republikas prezidents; Francijas republikas prezidents; Grieķijas republikas prezidents; Viņa Majestāte Itālijas Kēniņš; Meksikas savienoto valstu prezidents; Viņa Majestāte Norvēģijas Kēniņš; Viņa Majestāte Holandes Kēniņiene; Polijas republikas prezidents; Viņa Majestāte Rumānijas Kēniņš; Šveices federālā padome; Čehoslovākijas republikas prezidents; Turcijas republikas prezidents; Viņa Majestāte Dienvidslāvijas Kēniņš iecēla par saviem pilnvarniekiem:

Viņa Majestāte Albāņu Kēniņš:

Lec Kurti kungu, rezidējošo ministru, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Vācijas valsts prezidents:

Hans Hermann Völckers kungu, ģenerālkonsulu Ženēvā.

Amerikas Savienoto Valstu prezidents:

Hugh R. Wilson kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices federālās padomes.

Viņa Majestāte Beļģiešu Kēniņš:

P. Hymans kungu, ārlietu ministru.

Viņa Majestāte Lielbritānijas, Īrijas un Britānijas aizjūras dominiņu Kēniņš, Indijas Keizars:

Lielbritānijai un Ziemeļu Īrijai, kā arī visām Britānijas imperijas daļām, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi:

Ļoti godājamo vikontu Cecil of Chelwood, K. C.

Kanādas dominiņai:

Godājamo Hugh Guthrie, P. C., K. C., M. P., Tieslietu ministru, ģenerālprokuroru.

Austrālijas Federācijai:

James R. Collins kungu, C. M. G., C. B. E., oficiālo sekretāru un finanču padomnieku virskomisāra birojā Londonā.

Jaunzēlandes Dominiņai:

Seru Thomas Mason Wilford, K. C. M. G., K. C., virskomisāru Londonā.

Dienvidafrikas Ūnijai:

C. T. de Water kungu, virskomisāru Londonā.

Indijai:

Seru Brojendra L. Mitter, Kt., vicekēniņa izpildu padomes juridisko locekli.

Kolumbijas republikas prezidents:

Doktoru A. J. Restrepo, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Dānijas un Islandes Kēniņš:

William Borberg kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Spānijas republikas valdības prezidents:

Alejandro Lerroux Garcia kungu, valsts ministru.

Somijas republikas prezidents:

Evald Gyllenbøgel kungu, sūtniecības padomnieku, pastāvīgā delegāta pie Tautu Savienības v. i.

Francijas republikas prezidents:

Louis Rollin kungu, deputātu, tirdzniecības un rūpniecības ministru.

Grieķijas republikas prezidents:

R. Raphaël kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Itālijas Kēniņš:

Augusto Rosso kungu, pilnvaroto ministru, delegāta substitūtu Tautu Savienības Padomē.

Meksikas Savienoto Valstu prezidents:

Salvador Martinec de Alva kungu, pastāvīgā biroja pie Tautu Savienības direktoru.

Viņa Majestāte Norvēģijas Kēniņš:

Birger Braadland kungu, ārlietu ministru.

Viņas Majestāte Holandes Kēniņiene:

Jonkheer F. Beelaerts van Blokland, ārlietu ministru.

Polijas Republikas Prezidents:

Auguste Zaleski kungu, ārlietu ministru.

Viņa Majestāte Rumānijas Kēniņš:

Constantin Antoniaade kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Tautu Savienības.

Šveices Federālā Padome:

Giuseppe Motta kungu, Šveices Konfederācijas Prezidentu, Federālā politiskā departamenta direktoru.

Čehoslovākijas Republikas Prezidents:

Zdeněk Fierlinger kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Turcijas Republikas Prezidents:

Cemal Hüsnü beju, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes.

Viņa Majestāte Dienvidslāvijas Kēniņš:

Voislav Marinkovitch kungu, ārlietu ministru.

Kurī, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem.

1. pants.

Augstās līdzējas puses vienojas spert piemērotus soļus savu attiecīgo jurisdikciju robežās, lai nodrošinātu šās konvencijas noteikumu piemērošanu un sodītu šo noteikumu pārkāpumus.

2. pants.

Šī konvencija piemērojama tikai attiecībā uz valzivīm ar raga plātnēm.

3. pants.

Šī konvencija neattiecas uz iedzimtiem, kas apdzīvo Augsto līdzēju pusu teritoriju piekrastes, ar nosacījumu, ka:

- 1) viņi lieto tikai laivas, pirogas vai kādus citus vienīgi vietējus, buļām vai aiņiem dzītus peldošos braucamos līdzekļus;
- 2) viņi nelieto šaujamos ieročus;
- 3) viņi neatrodas tādu personu dienestā, kas nav iedzimtie;
- 4) viņiem nav jānodod trešām personām savi medījumi.

4. pants.

Aizliegts sagūstīt vai nonāvēt „right whale“, kas uzskatāmas kā aptverošas Ziemeļu raga valzīvis, Grenlandes valzīvis, dienvidu „right whale“, Klusā okeāna „right whale“ un dienvidu pigmaļu „right whale“.

5. pants.

Aizliegts sagūstīt vai nonāvēt valzivju mazuļus vai jaunas, no krūts neatšķirtas valzīvis, nepieaugušas valzīvis un sieviešu kārtas valzīvis, ko pavada valzivju mazuļi (vai jaunas, no krūts neatšķirtas valzīvis).

6. pants.

Sagūstīto valzivju ķermeņi izlietojami cik iespējams pilnīgi. It sevišķi:

1) Eļļa jāiegūst, vārīšanas vai jebkādā citā ceļā no visiem valzīvis taukiem, kā arī no galvas un no mēles, un bez tam no astes līdz resnās zarnas ārējam caurumam. Šā paragrafa noteikumi piemērojami tikai tiem ķermeņiem vai ķermeņu daļām, kas nav nolemtas izlietošanai kā ēdamvielas.

2) Katrai peldošai vai nepeldošai rūpnīcai, ko izlieto valzivju ķermeņu pārstrādāšanai, jābūt apgādātai ar vajadzīgām ierīcēm eļļas iegūšanai no taukiem, gaļas un kauliem.

3) Ja valzīvis tiek aizvestas krastā, jāspēj piemēroti soļi, lai izlietotu atlikumus pēc eļļas iegūšanas.

7. pants.

Lielgaballieki un valzivju kuģu ļaudis jāpieņem ar nosacījumiem, kas lielā mērā nostāda viņu atalgojumu atkarībā no tādiem faktoriem, kā sagūstīto valzivju lielums, suga un vērtība un iegūtais eļļas daudzums, un ne tikai no sagūstīto valzivju skaita, ja šis atalgojums atkarīgs no medību rezultātiem.

8. pants.

Neviens Augsto līdzēju pusu kuģis nevar nodoties valzivju gūstīšanai vai pārstrādāšanai, ja šim kuģim nav izdevusi īpašu atļauju Augstā līdzēja puse, zem kuņas flagas viņš brauc, vai ja tā īpašnieks vai fraktētājs nav notificējis šās Augstās līdzējas puses valdībai savu nodomu izlietot šo kuģi valzivju medībām un nav saņēmis no minētās valdības šās notifikācijas apliecinājumu.

Šis pants nekādi neskar ikkuņas Augstās līdzējas puses tiesību pieprasīt bez tam viņas pašas iestāžu izdotu atļauju katram kuģim, kas vēlas izlietot viņas teritoriju vai viņas teritoriālos ūdeņus, lai gūstītu, atvestu krastā vai pārstrādātu valzīvis. Šo atļauju var vai nu liegt, vai nostādīt atkarībā no nosacījumiem, kuņas ieinteresētā Augstā līdzēja puse uzskatītu par vajadzīgiem vai vēlamiem, neatkarīgi no kuņa piederības.

9. pants.

Šās konvencijas pantu pielietošanas ģeogrāfiskā josla aptver visas pasaules ūdeņus, ieskaitot reizē kā atklāto jūru, tā teritoriālos un valsts ūdeņus.

10. pants.

1. Augstām līdzējām pusēm jāievāc no valzivju kuģiem, kas brauc zem viņu flagas, pēc iespējas pilnīgas ziņas no bioloģiskā viedokļa par katru sagūstīto valzīvi un katrā gadījumā par sekojošiem apstākļiem:

- a) sagūstīšanas datums;
- b) sagūstīšanas vieta;
- c) suga;
- d) dzimums;
- e) gaņums, izmērīts, ja dzīvnieks izvilts no ūdens; aptuvenis, ja valzīvi sagriež ūdenī;
- f) kad ir miesas auglis, tā gaņums un dzimums, ja to var noteikt;
- g) ziņas par kuņa saturu, ja tas iespējams.

2. Šā panta e un f paragrafos minētais gaņums ir taisnes gaņums no purna gala līdz astes spuru krustošanās vietai.

11. pants.

Katra Augstā līdzēja puse uzdod visām peldošām vai uz sauszemes ierīkotām rūpnīcām, kas padotas viņas jurisdikcijai, piesūtīt viņai pārskatus, uzdodot katras sugas valzivju skaitu, kuņas pārstrādātas katrā rūpnīcā, un katras šķiras eļļas miltu, guano un citu vielu vairumus, kas iegūti no šīm valzivīm.

12. pants.

Katra Augstā līdzēja puse paziņo statistiskās ziņas par nodarbi, kas attiecas uz valzivīm un kas notikusi zem viņas jurisdikcijas, Starptautiskam valzivju statistiskam birojam Oslo. Sniegtām ziņām jāsaturs vismaz 10. pantā minēti sīkumi un: 1) katras peldošas rūpnīcas vārds un tonnaža; 2) valzivju kuņu skaits un kopīgā tonnaža; 3) sauszemes staciju saraksts, kuņas darbojušās apskatītā perioda laikā. Šās ziņas jāsniedz notekot piemērotām laika starpām, kas nepārsniedz vienu gadu.

13. pants.

Pienākums kādai no Augstām līdzējām pusēm spert soļus, lai nodrošinātu, ka šās konvencijas noteikumus ievēro viņas teritorijās un teritoriālos ūdeņos, kā arī viņas kuģi, pastāv tikai tajās no šām teritorijām, kam piemērojama konvencija, un piegulošos teritoriālos ūdeņos, kā arī attiecībā uz kuģiem, kas pierakstīti šajās teritorijās.

14. pants.

Šo konvenciju, kuņas franču un angļu teksti vienādi autentiski, var parakstīt līdz 1932. gada trīsdesmit pirmam martam katrā Tautu Savienības locekļa vārdā vai katras valsts vārdā, kas nav viņas loceklis.

15. pants.

Šī konvencija ratificējama. Ratifikācijas grāmatas deponējamas pie Tautu Savienības ģenerālsēkretāra, kas par viņu deponēšanu paziņo visiem Tautu Savienības locekļiem un valstīm, kas nav viņas locekļi, norādot šo deponēšanu datumus.

16. pants.

Sākot ar 1932. gada pirmo aprīli, katrs Tautu Savienības loceklis un katra valsts, kas nav viņas loceklis, kuņu vārdā konvencija nav pirms šī datuma parakstīta, var viņai pievienoties.

Pievienošanās dokumenti deponējami pie Tautu Savienības ģenerālsēkretāra, kas par deponēšanu un tās datumu paziņo visiem Tautu Savienības locekļiem un valstīm, kas nav viņas locekļi.

17. pants.

Šī konvencija stājas spēkā pēc deviņdesmit dienām no tā datuma, kad Tautu Savienības ģenerālsēkretārs saņēmis ratifikācijas vai pievienošanās vismaz astoņu Tautu Savienības locekļu vai valstu vārdā, kuras nav viņas locekļi. Šajā skaitā jāietilpst Norvēģijas Ķēniņvalstij un Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Apvienotai Ķēniņvalstij.

Attiecībā uz katru Savienības locekli vai valsti, kas nav viņas locekļi, kuru vārdā ratifikācijas vai pievienošanās dokuments deponēts vēlāk, konvencija stājas spēkā deviņdesmitā dienā pēc šā dokumenta deponēšanas datuma.

18. pants.

Ja pēc šīs konvencijas spēkā stāšanās un uz divu Tautu Savienības locekļu vai valstu pieprasījumu, kas nav viņas locekļi, kur šī konvencija tajā acumirkli spēkā, Tautu Savienības Padome sasauca konferenci konvencijas revidēšanai, Augstās Līdzības puses apņemas likt sevi tajā pārstāvēt.

19. pants.

1. Šo konvenciju var uzteikt pēc triju gadu notecējuma, skaitot no viņas spēkā stāšanās datuma.

2. Uzteikšana notiek Tautu Savienības ģenerālsēkretāram nosūtīta rakstiska paziņojuma veidā, kurš par katru paziņojumu, kā arī par saņemšanas datumu paziņo visiem Savienības locekļiem un valstīm, kas nav viņas locekļi.

3. Uzteikšana stājas spēkā pēc sešiem mēnešiem no paziņojuma saņemšanas datuma.

20. pants.

1. Katrā Augstā Līdzēja puse var deklarēt parakstīšanas, ratifikācijas vai pievienošanās brīdī, ka, pieņemot šo konvenciju, viņa neuzņemas nekādu pienākumu attiecībā uz visām vai dažām savām kolonijām, protektorātiem, aizjūras teritorijām vai teritorijām zem viņas suverenitātes vai mandāta; šajā gadījumā šī konvencija nav piemērojama teritorijām, kas minētas šādā deklarācijā.

2. Katra Augstā Līdzēja puse var vēlāk notificēt Tautu Savienības ģenerālsēkretāram, ka viņa vēlas, lai šo konvenciju piemērotu visām vai dažām savām teritorijām, kas minētas iepriekšējā paragrafā paredzētā deklarācijā. Šajā gadījumā konvencija piemērojama visām notifikācijā minētām teritorijām pēc deviņdesmit dienām no tā laika, kad Tautu Savienības ģenerālsēkretārs šo notifikāciju saņēmis.

3. Katra Augstā Līdzēja puse var katrā laikā, pēc 19. pantā paredzētā triju gadu perioda notecējuma, deklarēt, ka viņa vēlas, lai šīs konvencijas piemērošana izbeigtos visās vai dažās savās kolonijās, protektorātos, aizjūras teritorijās vai teritorijās zem viņas suverenitātes vai mandāta; šajā gadījumā konvencija vairs nav piemērojama teritorijām, kas minētas šādā deklarācijā, pēc sešiem mēnešiem no tā laika, kad Tautu Savienības ģenerālsēkretārs šo deklarāciju saņēmis.

4. Tautu Savienības ģenerālsēkretārs paziņo visiem Tautu Savienības locekļiem un valstīm, kas nav viņu locekļi, deklarācijas un notifikācijas, kas saņemtas saskaņā ar šo pantu, kā arī to saņemšanas datumus.

21. pants.

Tautu Savienības ģenerālsēkretārs reģistrē šo konvenciju, tiklīdz tā stājusies spēkā.

Šo apliecinot, augšā minētie pilnvarnieki parakstījuši šo konvenciju. Izgatavota Ženēvā, tūkstoš deviņi simti trīsdesmit pirmā gada divdesmit ceturtā septembrī vienā eksemplārā, kas uzglabājams Tautu Savienības sekretariāta arhīvā un kura apstiprināti noraksti izsniedzami visiem Savienības locekļiem un valstīm, kas nav viņas locekļi.

ALBĀNIJA
LEC KURTI

VĀCIJA
DR. HANS HERMANN VÖLCKERS

AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS
HUGH R. WILSON

BELĢIJA
HYMANS

LIELBRITANIJA UN ZIEMEĻĪRIJA,
kā arī visas Britānijas Impērijas daļas, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi
CECIL

KANADA
H. GUTHRIE

AUSTRĀLIJAS FEDERĀCIJA
JAMES R. COLLINS

JAUNZĒLANDE
THOMAS M. WILFORD

DIENVIDAFRIKAS ŪNIJA
C. T. de WATER

INDIJA
B. L. MITTER

KOLUMBIJA
A. J. RESTREPO

DĀNIJA
Rezervējoties, līdz turpmākam,
attiecībā pret Grēnlandi
WILLIAM BORBERG

SPĀNIJA
A. LERROUX

SOMIJA
EVALD GYLLENBÖGEL

FRANCIJA
LOUIS ROLLIN

GRIEKIJA
R. RAPHAËL

ITĀLIJA
AUGUSTO ROSSO

MEKSIKA
S. MARTINEC de ALVA

NORVĒGIJA
BIRGER BRAADLAND

HOLANDE
ĶĒNIŅVALSTS EIROPĀ un
HOLANDES INDIJAS vārdā
BEELAERTS van BLOKLAND

POLIJA
AUGUSTE ZALESKI

RUMĀNIJA
C. ANTONIADE

ŠVEICE
MOTTA

ČECHOSLOVAKIJA
ZD. FIERLINGER

TURCIJA
CEMAL HÜSNÜ

DIENVIDSLAVIJA
Dr. V. MARINKOVITCH

Ministru kabinets 1935. g. 22. augustā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludinājis šādu likumu:

Likums par Vienošanās par ugunskuģiem ar komandu, kuģi atrodas ārpus savas parastās pozīcijas.

1. Lisabonā 1930. gada 23. oktobrī noslēgtā Vienošanās par ugunskuģiem ar komandu, kuģi atrodas ārpus savas parastās pozīcijas, ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā Vienošanās un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Vienošanās stājas spēkā viņas 5. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1935. g. 30. augustā.

Ministru Prezidents A. Kviesis.

Accord sur les bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal.

Les gouvernements contractants, représentés par les soussignés, ayant décidé d'unifier les signaux des bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les gouvernements contractants s'engagent à mettre en application les dispositions du règlement ci-annexé, relatives aux bateaux-feu hors de leur poste normal. Les mesures d'exécution nécessaires à cette fin devront être prises dans un délai d'un an à compter de la mise en vigueur du présent Accord.

Article 2.

Le présent Accord ne doit pas être entendu comme modifiant en quoi que ce soit la situation de droit existant dans les divers pays en ce qui concerne les relations entre les usagers et les autorités chargées du service des bateaux-feu.

Article 3.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; il pourra, jusqu'au 30 avril 1931 inclus, être signé au nom de tout gouvernement ayant été représenté à la Conférence qui a élaboré le présent Accord ou ayant été invité à s'y faire représenter.

Article 4.

L'acceptation du présent Accord de la part d'un gouvernement peut s'effectuer par simple signature, dans le cas où celle-ci est donnée sans réserve de ratification, par ratification ou par adhésion.

Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

La date de l'entrée en vigueur de l'Accord sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra l'acceptation de l'Accord par cinq gouvernements.

Article 5.

À partir du 1er mai 1931, il pourra être adhéré au présent Accord au nom de tout gouvernement visé à l'article 3.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

Article 6.

Chaque signature, ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de l'Accord, conformément à l'article 4, produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de la signature ou de la réception, par le Secrétaire-général de la Société des Nations, des instruments de ratification ou de la notification d'adhésion.

Article 7.

Le présent Accord pourra être dénoncé, au nom de tout gouvernement contractant, après l'expiration d'un délai de sept ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ce gouvernement, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les gouvernements visés à l'article 3. La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations; elle ne sera opérante qu'au regard du gouvernement pour lequel elle aura été effectuée.

À l'expiration de chaque période de sept ans après la mise en vigueur du présent Accord, sa révision pourra être demandée par un des gouvernements contractants. À toute autre époque, la révision du présent Accord pourra être demandée par un quart des gouvernements contractants.

Article 8.

Tout gouvernement contractant peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent Accord, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat; dans ce cas, le présent Accord ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Tout gouvernement contractant pourra, à tout moment dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent Accord applicable à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Tout gouvernement contractant peut, soit à l'expiration d'un délai de sept ans après la notification prévue au précédent paragraphe, soit lors de la dénonciation prévue à l'article 7, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent Accord à toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat; dans ce cas, l'Accord cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration une année après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations. À défaut de telle déclaration, la dénonciation prévue à l'article 7 ne portera aucun effet à l'égard des territoires mentionnés au présent article.

Article 9.

Chacun des gouvernements contractants peut subordonner son acceptation du présent Accord à la participation à celui-ci d'un ou de plusieurs des gouvernements visés à l'article 3.

Article 10.

Le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au présent Accord.

Fait à Lisbonne, le vingt-trois octobre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les gouvernements visés à l'article 3.

Agreement concerning manned Lightships not on their Stations.

The Contracting Governments, represented by the undersigned, having decided to unify certain rules concerning manned lightships which are not on their stations, have agreed to the following provisions:

Article 1.

The Contracting Governments undertake to put into force the provisions of the Regulations annexed hereto concerning lightships which are not on their stations. The necessary measures to that effect should be taken within one year from the coming into force of the present Agreement.

Article 2.

The present Agreement should not be considered as in any way modifying the legal situation in the different countries as regards the relations between the public and the authorities responsible for the lightship services.

Article 3.

The present Agreement, of which the English and French texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until and including April 30th, 1931, it shall be open for signature on behalf of any Government represented at or invited to the Conference which elaborated the present Agreement.

Article 4.

Governments may accept the present Agreement by signature only, when the latter is not made subject to ratification, by ratification or accession.

The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

The Agreement shall enter into force on the ninetieth day following its acceptance by five Governments.

Article 5.

As from May 1st, 1931, the present Agreement shall be open to accession on behalf of any Government referred to in Article 3.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

Article 6.

After the coming into force of the Agreement in accordance with Article 4, each subsequent signature, ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of signature, or of the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the instruments of ratification, or of the notification of accession.

Article 7.

The present Agreement may be denounced on behalf of any Contracting Government after a period of seven years from the date when it came into force in respect of that Government. Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Governments referred to in Article 3. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the Government on whose behalf it was notified.

On the expiration of each period of seven years after the coming into force of the present Agreement, its revision may be demanded by any Contracting Government. At all other times, revision of the present Agreement may be demanded by one-fourth of the Contracting Governments.

Article 8.

Any Contracting Government may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Agreement, it does not assume any obligations in respect of all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate; and the present Agreement shall not apply to any territories named in such declaration.

Any Contracting Government may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that it desires that the Agreement shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Agreement shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any Contracting Government may declare, either after a period of seven years from the date of the notification provided for in the preceding paragraph or at the time of the denunciation provided for in Article 7, that it desires that the present Agreement shall cease to apply to all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate, and the Agreement shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations. In default of such a declaration, the denunciation of the Convention under Article 7 will not affect the application of the Convention to any territories referred to in the present Article.

Article 9.

Each Contracting Government may make the acceptance of the present Agreement conditional on its acceptance by one or several of the Governments mentioned in Article 3.

Article 10.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its coming into force.

In faith whereof the undersigned have affixed their signature to the present Agreement.

Done at Lisbon, the twenty-third day of October, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Governments referred to in Article 3.

ALLEMAGNE		GERMANY
	Gustav MEYER	
	Sous réserve de ratification.	
BELGIQUE		BELGIUM
	F. URBAIN	
	Sous réserve de ratification.	
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD		GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.		and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

I declare that my signature does not include any colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate.

John BALDWIN.

INDE		INDIA
	I declare that my signature does not include any of the Indian States under British suzerainty.	
	Edward HEADLAM.	

CUBA		CUBA
	Arturo LONYNAZ del CASTILLO	
	Sous réserve de ratification.	

ESPAGNE		SPAIN
	José HERBELLA Rafael ESTRADA	
	Sous réserve de ratification.	

ESTONIE		ESTONIA
	T. GUTMAN	
	Sous réserve de ratification.	

FINLANDE		FINLAND
	Sakari TAINIO.	
	Sous réserve de ratification.	

FRANCE		FRANCE
	P. H. WATIER.	
MAROC		MOROCCO
	A. de ROUVILLE.	
TUNISIE		TUNIS
	A. de ROUVILLE.	
GRÈCE		GREECE
	D. RASI-KOTSICAS.	
MONACO		MONACO
	Comte C. J. H. de BOBONE.	
PAYS-BAS		THE NETHERLANDS
	P. van BRAAM van VLOTEN.	
	La présente signature n'inclut pas les Indes-orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao.	
	LANGELER.	
	Understanding that this signature does not assume any obligations of the Netherlands Government in respect of the Netherlands Colonial Territories in the East and West Indies.	
PORTUGAL		PORTUGAL
	Ernesto de VASCONCELLOS. Manoel NORTON.	
SUÈDE		SWEDEN
	Erik HÄGG. Sous réserve de ratification.	

Règlement relatif aux signaux des bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal.

1. Quand un bateau-feu n'est pas à son poste normal, soit qu'il ait déradé, soit qu'il fasse route vers son poste ou vers un port, il n'émet pas ses signaux caractéristiques de nuit ou de brume.

2. Le bateau-feu déradé hisse un signal spécial qui sera, de préférence:

De jour, deux grosses sphères noires, l'une à l'avant, l'autre à l'arrière;
De nuit, deux feux rouges, l'un à l'avant, l'autre à l'arrière.

En outre, il amène ses voyants caractéristiques, si ceux-ci sont amovibles.

Lorsque les circonstances ne permettent pas l'emploi des signaux visés au premier alinéa du présent paragraphe, ou lorsque ceux-ci sont déjà employés comme caractéristiques normales du bateau-feu, on utilise des pavillons rouges au lieu de sphères noires.

3. En outre, comme mesure de précaution supplémentaire, le bateau-feu déradé:

De jour, arbore le signal par pavillons signifiant:

„Je ne suis pas dans ma position normale“,

selon les prescriptions du Code international de signaux;

b) De nuit, entlame chaque quart d'heure au moins et simultanément deux feux de bengale, l'un rouge et l'autre blanc.

Lorsque les circonstances ne permettent pas l'emploi de feux de bengale, on montre simultanément un feu rouge et un feu blanc.

4. Enfin, le bateau-feu faisant route doit porter les feux et effectuer les appels sonores des navires en route et, s'il navigue par ses propres moyens, porter de jour le signal prévu au paragraphe 2.

Regulations relating to Signals for manned Lightships not on their Stations.

1. When a lightship is not on its station, whether it has dragged or broken adrift from its moorings or is proceeding towards its station or towards a port, it should not show its characteristic light nor make its characteristic fog-signals.

2. A lightship which has dragged or broken adrift from its moorings should hoist a special signal, which preferably should be:

By day: Two large black spheres, one forward and one aft;
By night: Two red lights, one forward and one aft.

It should, furthermore, strike its characteristic topmarks, if they are fitted to permit of this.

When circumstances do not permit of the use of the foregoing day signals, or when these are employed as the normal characteristics of the lightship, red flags should be used instead of black spheres.

3. In addition, as a supplementary measure of precaution, a lightship which has dragged or broken adrift from its moorings should:

(a) By day, fly a flag signal signifying:
„I am not in my correct position“,

as laid down in the International Code of Signals.

(b) By night, show at least every quarter of an hour and simultaneously two flares, one red and the other white.

When circumstances render it impracticable to use flares, a red and a white light shall be displayed simultaneously.

4. Lastly, a lightship under way must carry the same lights and make the same sound signals as other vessels under way and, if self-propelled, should hoist by day the signal provided for in paragraph 2.

Tulkojums.

Vienošanās par ugunskuģiem ar komandu, kuģi atrodas ārpus savas parastās pozīcijas.

Līdzējas valdības, ko pārstāv apakšā parakstījušies pilnvarnieki, nolēmušas unificēt signālus, kas jānodod no ugunskuģiem ar komandu, kuģi atrodas ārpus savas parastās pozīcijas, un vienojušās par sekošiem noteikumiem:

1. pants.

Līdzējas valdības apņemas piemērot šeit pievienotā rēglamenta noteikumus attiecībā uz ugunskuģiem, kuģi atrodas ārpus savas parastās pozīcijas.

Nepieciešamie soļi šā nolūka izvešanai spējami gada laikā, skaitot no šās vienošanās spēkā stāšanās.

2. pants.

Šī vienošanās nav uzskatāma kā tāda, kas kaut kādi grozītu tiesiskās attiecības, kādas pastāv dažādās valstīs starp ugunskuģu izmantotājiem un tām iestādēm, kuģām uzdots ugunskuģu pārzināšana.

3. pants.

Šī vienošanās, kuŗas angļu un franču teksti ir līdzīgi autentiski, apzīmējama ar šās dienas datumu; līdz 1931. g. 30. aprīlim, ieskaitot, to var parakstīt ikviena valdība, kas pēmsi dalību konferencē, kuŗā šī vienošanās izstrādāta, vai kas bijusi uzaicināta viņā piedalīties.

4. pants.

Valdības var šo nolīgumu pieņemt vienkārši to parakstot, ja paraksts dots nerezervējot ratifikāciju, to ratificējot, vai tai pievienojoties.

Ratifikācijas dokumenti iesniedzami Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas par viņu saņemšanu paziņo ieinteresētām valdībām.

Vienošanās stājas spēkā deviņdesmitā dienā, skaitot no tās dienas, kad vienošanos pieņēmušas piecas valdības.

5. pants.

Sākot ar 1931. gada 1. maiju pie šās vienošanās var pievienoties ikviena 3. pantā paredzētās valdības vārdā.

Pievienošanās dokumenti iesniedzami Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas par viņu saņemšanu paziņo ieinteresētām valdībām.

6. pants.

Katrs paraksts, ratifikācija vai pievienošanās, kas nāk pēc tam, kad vienošanās stājusies spēkā 4. pantā paredzētā kārtībā, gūst spēku deviņdesmitā dienā pēc parakstīšanas vai pēc datuma, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs saņēmis ratifikācijas vai pievienošanās dokumentus.

7. pants.

Katra līdzēja valdība var pēc 7 gadu noteicējuma, skaitot no tās dienas, kad vienošanās attiecībā uz viņu stājusies spēkā, šo vienošanos uzteikt rakstiska paziņojuma veidā Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas par to informē visas 3. pantā paredzētās valdības. Uzteikšana stājas spēkā pēc viena gada noteicējuma, skaitot no tās dienas, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs viņu saņēmis, un tai ir spēks vienīgi attiecībā uz to valdību, kuŗas vārdā viņa paziņota.

Ik pēc septiņu gadu noteicējuma, skaitot no šā nolīguma spēkā stāšanās, ikviena no līdzējām valdībām var prasīt šās vienošanās revīziju. Katrā citā laikā šās vienošanās revīziju var prasīt tikai ceturtā daļa no līdzējām valdībām.

8. pants.

Ikviena līdzēja valdība var paziņot parakstīšanas, ratifikācijas vai pievienošanās brīdī, ka pieņemot šo vienošanos viņa neuzņemas nekādus pienākumus attiecībā uz kādu no savām kolonijām, protektorātiem vai zem suzerenitātes vai mandāta esošām teritorijām; šajā gadījumā šī konvencija teritorijās, par kuŗām nodota šāda deklarācija, nav piemērojama.

Ikviena līdzēja valdība var vēlāk ikuŗā brīdī paziņot Tautu Savienības ģenerālsekretāram, ka viņa vēlas piemērot šo konvenciju jebkuŗai daļai no teritorijām, par kuŗām nodota iepriekšējā rindkopā minētā deklarācija. Šajā gadījumā vienošanās piemērojama visām paziņojumā minētām teritorijām deviņdesmit dienas pēc tam, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs saņēmis šo paziņojumu.

Ikviena līdzēja valdība var vai nu pēc septiņu gadu noteicējuma no iepriekšējā rindkopā minētā paziņojuma, vai arī 7. pantā paredzētās uzteikšanas brīdī deklarēt, ka viņa vēlas izbeigt šās vienošanās piemērošanu kādai no savām kolonijām, protektorātiem vai zem suzerenitātes vai mandāta esošām teritorijām; šajā gadījumā vienošanās piemērošana teritorijām, par kuŗām nodota šāda deklarācija, izbeidzas vienu gadu pēc tam, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs saņēmis šādu deklarāciju. Bez šādas deklarācijas, 7. pantā paredzētā uzteikšana uz šajā pantā minētām teritorijām neattiecas.

9. pants.

Ikviena līdzēja valdība var šās vienošanās pieņemšanu nostādīt atkarībā no tam, ka tajā piedalās kāda viena vai vairākas no 3. pantā paredzētām valdībām.

10. pants.

Šī vienošanās Tautu Savienības ģenerālsekretāram jāreģistrē viņas spēkā stāšanās datumā.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies pilnvarnieki parakstīja šo vienošanos. Izgatavots Lisabonā, tūkstoš deviņi simti trīsdesmitā gada divdesmit trešā oktobrī, vienā eksemplārā, kas uzglabājams Tautu Savienības sekretāriāta archīvē un kuŗa apliecināti noraksti izsniedzami visām 3. pantā paredzētām valdībām.

- VĀCIJA**
Gustav MEYER
Rezervējot ratifikāciju.
- BELĢIJA**
F. URBAIN
Rezervējot ratifikāciju.
- LIELBRITANIJA un ZIEMEĻĪRIJA**
tāpat arī visas Britānijas Imperijas daļas, kas nav Tautu Savienības atsevišķi locekļi
Deklarēju, ka mans paraksts neietver kolonijas, protektorātus vai teritorijas zem suzerenitātes vai mandāta.
John BALDWIN.
- INDIJA**
Deklarēju, ka mans paraksts neietver kādu no Indijas valstīm zem Britānijas suzerenitātes.
Edward HEADLAM.
- KUBA**
Arturo LOYNAZ del CASTILLO
Rezervējot ratifikāciju.
- SPĀNIJA**
José HERBELLA
Rafael ESTRADA
Rezervējot ratifikāciju.
- IGAUNIJA**
T. GUTMAN
Rezervējot ratifikāciju.

- SOMIJA**
Sakari TAINIO
Rezervējot ratifikāciju.
- FRANCIJA**
P. H. WATIER
- MAROKA**
A. de ROUVILLE
- TUNIZIJA**
A. de ROUVILLE
- GRIEKIJA**
D. RASI-KOTSICAS
- MONAKA**
Graf C. J. H. de BOBONE
- HOLANDE**
P. van BRAAM van VLOTEN
Šis paraksts neattiecas uz Holandes Austrumindiju, Surinamu un Kirasao.
LANGELER
Nosakot, ka ar šo parakstu Holandes valdība neuzņemas nekādus pienākumus zīmējoties uz Holandes kolonijām Austrumu un Rietumu Indijā.
- PORTUGALE**
Ernesto de VASCONCELLOS
Manoel NORTON
- ZVIEDRIJA**
Erik HÄGG
Rezervējot ratifikāciju.

Rēglaments par signāliem un ugunskuģiem ar komandu, kuŗi atrodas ārpus savas parastās pozīcijas.

1. Kad ugunskuģis neatrodas savā parastajā pozīcijā, t. i. kad tas norauts no enkura, vai aizdzīts, vai atrodas ceļā uz savu pozīciju vai uz ostu, viņam nav jādod savi raksturīgie nakts un miglas signāli.

2. No enkura norautam vai aizdzītam ugunskuģim jāuzvelk ipatnēji signāli, pie kam vēlāmāki:
dienā — divas lielas melnas bumbas, viena kuģa priekšgalā un otra pakalgalā;
naktī — divas sarkanas ugunis, viena kuģa priekšgalā, otra pakalgalā.

Bez tam kuģis nolaiž savas mastā uzvilktās raksturīgās zīmes, ja tas iespējams. Ja apstākļi neļauj lietot tos signālus, kas minēti šā panta iepriekšējā rindkopā, vai kad tie lietoti kā parastā ugunskuģa pazīme, tad melnu bumbu vietā lietojamas sarkanas flagas.

3. Bez tam kā papildu drošības soli no enkura norautam vai aizdzītam ugunskuģim:

- a) dienā jādod flagu signāls „Es neesmu savā parastajā pozīcijā” pēc internacionālo signālu kodeka;
- b) naktī jārāda, vismaz katru ceturtdaļ stundu, reizē divas bengaliskas ugunis, viena sarkana, otra balta.

Ja apstākļi neatļauj lietot divas bengaliskas ugunis, jārāda reizē divas ugunis, viena sarkana, otra balta.

4. Beidzot, uz ceļā esoša ugunskuģa jābūt tādām pašām ugunīm, kādas pieņemtas uz braucienā esošiem kuģiem, un viņam jādod parastie skaņu signāli, kādus dod kuģi, atrodoties braucienā, un ja tas pārvietojas paša spēkiem, tam jāuzvelk 2. pantā paredzētie signāli.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu
1935. g. 27. augustā. V-3428.
Izglītības ministrs A. Tentelis.

Rīkojums par ģimnaziju stundu plāniem.

(Izdots saskaņā ar Likuma par tautas izglītību 73. pantu).

Atceļot 1934. g. 14. augustā izsludinātos ģimnaziju stundu plānus, Izglītības ministrija apstiprina šādus stundu plānus, kas obligātoriski, sākot ar 1935./36. mācības gadu.

Klasiskās ģimnazijas stundu plāns.

Priekšmeti	I sag. kl.	II sag. kl.	V kl.	IV kl.	III kl.	II kl.	I kl.	Kopā visās klasēs
1. Ticības mācība un ētika	2	2	2	2	2	2	2	14
2. Latviešu valoda	4	4	4	4	3	4	4	27
3. Latīņu valoda	6	6	6	5	6	6	5	40
4. Grieķu valoda	—	—	4	4	4	4	4	20
5. I svešvaloda (franču)	4	4	4	4	4	3	3	26
6. Matēmatika	4	4	4	3	4	4	4	27
7. Fizika un kosmogrāfija	—	—	—	2	2	2	2	8
8. Dabas zinības un ķīmija	3	3	2	2	—	—	—	10
9. Ģeogrāfija	2	2	2	2	2	—	—	10
10. Vēsture iesk. sab. zinības	2	2	2	2	3	3	4	18
11. Psiholoģija un loģika	—	—	—	—	—	—	2	2
12. Zīmēšana un mākslas vēsture	2	2	1	1	1	1	1	9
13. Militārā mācība zēniem	1	1	1	1	1	1	1	7
14. Rokdarbi meitenēm	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	—	—	(5)
15. Mājsaimniecība meitenēm	—	—	—	—	—	(1)	(1)	(2)
16. Vingrošana	1	1	1	1	1	1	1	7
17. Dziedāšana un mūzika	—	—	—	—	—	—	—	(7)
Stundu skaits skolēniem	31	31	33	33	33	33	33	227 (9)

Maksimālais stundu skaits skolotājiem ģimnazijas klasēs 210, kopā ar sagatavošanas klasēm 274.

Humānitārās ģimnazijas stundu plāns.

Priekšmeti	V kl.	IV kl.	III kl.	II kl.	I kl.	Kopā
1. Ticības mācība un ētika	2	2	2	2	2	10
2. Latviešu valoda	3	4	4	4	4	19
3. Latīņu valoda	4	4	3	4	4	19
4. I svešvaloda (angļu)	6	4	3	4	4	21
5. II svešvaloda (vācu vai franču)	—	3	3	3	3	12
6. Matēmatika	4	4	4	4	4	20
7. Kosmogrāfija	—	—	—	—	2	2
8. Fizika	—	—	2	4	2	8
9. Dabas zinības un ķīmija	3	2	3	—	—	8
10. Ģeogrāfija un ģeoloģija	2	2	2	—	—	6
11. Vēsture iesk. ievadu sabiedr. zinībās	4	2	2	3	3	14
12. Psiholoģija un loģika	—	—	—	—	2	2
13. Zīmēšana un mākslas vēsture	1	2	2	2	1	8
14. Militārā mācība zēniem	1	1	1	1	1	5
15. Rokdarbi zēniem	1	1	1	—	—	3
16. Rokdarbi meitenēm	(2)	(2)	(2)	—	—	(6)
17. Mājsaimniecība meitenēm	—	—	—	(1)	(1)	(2)
18. Vingrošana	1	2	1	2	1	7
19. Dziedāšana un mūzika	—	—	—	—	—	(7)
Stundu skaits skolēniem	32	33	33	33	33	164 (7)

Maksimālais stundu skaits skolotājiem 210

Piezīme: Latīņu valodas vietā ar Izglītības ministrijas piekrišanu var mācīt kā otro obligātorisko svešvalodu vācu valodu, un šādā gadījumā otrai svešvalodai paredzētais stundu skaits ierādāms trešai svešvalodai (franču).

Reālģimnazijas stundu plāns.

Priekšmeti	V kl.	VI kl.	III kl.	II kl.	I kl.	Kopā
1. Ticības mācība un ētika	2	2	2	2	2	10
2. Latviešu valoda	3	4	4	4	4	19
3. I svešvaloda (angļu)	4	4	4	4	4	20
4. II svešvaloda (vācu vai latīņu v.)	—	3	2	3	3	11
5. Matēmatika	6	5	6	5	5	27
6. Kosmogrāfija	—	—	—	—	2	2
7. Fizika	3	2	2	4	3	14
8. Ķīmija	2	2	2	2	—	8
9. Dabas zinības	2	2	2	2	—	8
10. Ģeogrāfija un ģeoloģija	2	2	2	—	—	6
11. Vēsture, iesk. ievadu sabiedr. zinībās	3	2	2	2	3	12
12. Psiholoģija un loģika	—	—	—	—	2	2
13. Zīmēšana un mākslas vēsture	2	2	2	2	—	8
14. Rasēšana	—	—	—	—	2	2
15. Militārā mācība zēniem	1	1	1	1	1	5
16. Rokdarbi zēniem	(1)	(1)	(1)	—	—	(3)
17. Rokdarbi meitenēm	(2)	(2)	(2)	—	—	(6)
18. Mājsaimniecība meitenēm	—	—	—	(1)	(1)	(2)
19. Vingrošana	1	1	1	2	2	7
20. Dziedāšana un mūzika	—	—	—	—	—	(7)
Stundu skaits skolēniem	32	33	33	33	33	164 (7)

Maksimālais stundu skaits skolotājiem 210

Piezīme. Latīņu valodas atzīme reālģimnazijas gatavības apliecībā nedod tiesības iestāties universitātes fakultātēs, kas prasa no aspirantiem latīņu valodas prasānu pilna klasiskās vai humānitārās ģimnazijas kursa apmērā.

Praktiskās ģimnazijas stundu plāns.

Table with 7 columns: Priekšmeti, V kl., IV kl., III kl., II kl., I kl., Kopā. Lists subjects like Ticības mācība, Latviešu valoda, Svešvaloda, etc.

Priekšmeti saskaņā ar pedagogiskās padomes priekšlikumiem un Izglītības ministrijas apstiprinājumu (maksimālais stundu skaits) ... 103 (7)

Maksimālais stundu skaits skolēniem ... 210

Piezīme. Visos ģimnazijas nozarojumos ar izglītības ministra piekrišanu kā 2. svešvalodu var mācīt igauņu, italiešu, krievu vai leišu valodu.

Skolu departamenta v.-direktors K. Ozoliņš. Vidusskolu direktors P. Kūlis.

Apstiprinu 1935. g. 27. augustā. V-3429. Izglītības ministrs A. Tentelis.

Aizrādījums par stundu plāniem un programmām ģimnazijās 1935./36. mācības gadā.

1935. g. 27. augustā apstiprinātos stundu plānos un sakarā ar pāreju uz jaunajām programmām Izglītības ministrija pieļauj šādus grozījumus ceturtajā un augstākajās klasēs:

1. Klasiskajās ģimnazijās, kurās līdz šim kā pirmā svešvaloda mācīta vācu valoda, atļauts ceturtais un augstāko klašu skolēniem pabeigt kursu ar vācu valodu kā pirmo svešvalodu.

2. Humānitarajās ģimnazijās trešās un augstāko klašu skolēni, kas līdz šim otro svešvalodu nav mācījušies, var kursu beigt bez tās. Humānitarajās ģimnazijās, kurās līdz 1934. gadam angļu valoda nav mācīta kā obligatorisks priekšmets, trešās un augstāko klašu skolēni var kursu beigt ar vācu valodu kā pirmo obligatorisko svešvalodu, bet kā otra neobligatoriskā svešvaloda viņiem atstājama tā valoda, kas mācīta līdz šim.

3. Reālajās ģimnazijās trešās un augstāko klašu skolēni, kas līdz šim otro svešvalodu nav mācījušies, var kursu beigt bez tās. Tāpat šo klašu skolēni, kas angļu valodu kā obligatorisku priekšmetu līdz šim nav mācījušies, var kursu beigt ar vācu valodu kā pirmo obligatorisko svešvalodu, bet kā otra neobligatoriskā svešvaloda viņiem atstājama tā valoda, kas mācīta līdz šim.

4. Praktiskajās ģimnazijās trešās un augstāko klašu skolēni, kas līdz šim nav angļu valodu mācījušies kā obligatorisku priekšmetu, var beigt kursu ar vācu valodu kā pirmo svešvalodu.

5. Priekšlikumus par nepieciešamiem grozījumiem priekšmetu un vielas sadalījumā pārejas laikā ģimnaziu direktori iesniedz Izglītības ministrijas apstiprināšanai.

Skolu departamenta vicedirektors K. Ozoliņš. Vidusskolu direktors P. Kūlis.

347. rīkojums

1935. g. 28. augustā. Ar š. g. 1. septembri atveļu Rīgā valsts poļu ģimnazijs. Izglītības ministrs A. Tentelis. Skolu depart. vicedirekt. K. Ozoliņš.

353. rīkojums.

1935. g. 28. augustā. Slēdzu S. Gorfinkela privāto žīdu pamatskolu un ģimnazijs Rīgā ar š. g. 1. augustu un atbrīvoju šo mācības iestāžu vadītāju Nikolaju Fedorovu un pārējos darbiniekus no dienesta ar to pašu laiku. Pamats: S. Gorfinkela š. g. 19. jūnija 165. raksts. Izglītības ministrs A. Tentelis. Skolu depart. vicedirekt. K. Ozoliņš.

354. rīkojums

1935. g. 28. augustā. Atļauju atsevišķai Izglītības ministrijā pieteiktai organizācijas komitejai atvērt Rīgā ar š. g. 1. septembri jaunu žīdu ģimnazijs un pamatskolu ar nosaukumu „Rīgas žīdu sabiedriskā ģimnazijs ar pamatskolu.“ Izglītības ministrs A. Tentelis. Skolu depart. vicedirekt. K. Ozoliņš.

Rīkojums.

Pamatojoties uz likuma par tirdzniecību ar poligrāfisko iestāžu ražojumiem 10. pantu, paziņoju, ka, saskaņā ar preses likuma 18. pantu, ir aizliegts ievest un izplatīt Latvijā: 2747. laikraksts „Die Geächteten“ vācu valodā. Izdevējs — Rowohlt-Verlag, Berlin W 30. Atbildīgais redaktors: Ernst von Solomon. Rīgā, 1935. g. 28. augustā. 170182. Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš. Administr. departam. direktors Anšmits.

Rīkojums.

Pamatojoties uz likuma par tirdzniecību ar poligrāfisko iestāžu ražojumiem 10. pantu, paziņoju, ka saskaņā ar preses likuma 18. pantu, ir aizliegts ievest un izplatīt Latvijā: 2748. laikraksts „Dos Vort“ — „Dos Naie Vort“ žīdu valodā. Izdevējs Bendrovē, „Folk“, Kauņā. Atbildīgais redaktors: R. Akermans. Rīgā, 1935. g. 28. augustā. 170178. Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš. Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

Rīkojums.

Pamatojoties uz noteikumu par kara stāvokli 17. panta a un b punktu, uzlieku laikrakstam „Orient“ vienreizēju naudas sodu Ls 50,— par kārtības traucēšanu, neievērojot valsts iestāžu rīkojumus. Rīgā, 1935. g. 12. augustā. 170117. Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš. Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

Rīkojums.

Pamatojoties uz noteikumu par kara stāvokli 17. panta a un b punktu, uzlieku laikrakstam „Rīgasche Rundschau“ vienreizēju naudas sodu Ls 50,— par kārtības traucēšanu, ieviejojot neapstiprinātu organizācijas nozīmi. Rīgā, 1935. g. 28. augustā. 170192. Administr. departam. direktors Anšmits.

Rīkojums.

Pamatojoties uz noteikumu par kara stāvokli 17. panta a un b punktu, uzlieku laikrakstam „Latgolas Vords“ vienreizēju naudas sodu Ls 300,— par draudzīgu kaimiņu valstu aizkaršanu. Rīgā, 1935. g. 28. augustā. 170189. Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš. Administr. depart. direktors Anšmits.

Rīkojums.

Pamatojoties uz noteikumu par kara stāvokli 17. panta a un b punktu, uzlieku laikrakstam „Pēdējā Bridī“ vienreizēju naudas sodu Ls 500,— par kārtības traucēšanu, ieviejojot pornografiska satura noteikumus. Rīgā, 1935. g. 28. augustā. 170186. Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš. Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

603. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izpēruma stāvokļa laikā („Vald. Vēstn.“ 1934. g. 163. num.), lieku priekšā likvidēties biedrībai „Žīdu cionistu jaunatnes organizācija Herclia“. Biedrība jālikvidē minētās biedrības valdei 3 mēnešu laikā.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš. Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

606. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izpēruma stāvokļa laikā („Vald. Vēstn.“ 1934. g. 130. num.), ar Rīgas apgabaltiesas administratīvās nodaļas 1933. g. 7./12. aprīļa lēmumu slēgtai biedrībai „Latviešu tautas apvienība „Ugunskrusts“ iecēļu šādu likvidācijas komisiju: par likvidācijas komisijas priekšsēdētāju pulkv. Alfrēdu Akmeni un locekļiem virsleitn. Pēteri Blaumani un Jāni Kājiņu.

Likvidācijas komisijas sēdeklis Rīgā, Aizsargu ielā 29/31.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš. Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

Rīkojums.

Pamatojoties uz „Valdības Vēstnesi“ 1929. g. 217. numurā izsludināto „Papildinājumu likumā par alkoholu saturošu vielu ražošanu, aplikšanu ar nodokļiem un pārdošanu“, grozu savu 1929. g. 22. oktobra 3105. rīkojumu, kas izsludināts „Vald. Vēstn.“ 1929. g. 241. num., par mājas alus darīšanas bez policijas atļaujas noliegšanu un izslēdzu no aizlieguma rajona Daugavpils apr. Pustiņas ciemu (Pustiņas biezi apdzīvotu vietu).

Minētā vietā turpmāk mājas alus izgatavošanai policijas atļauja nav vajadzīga.

Rīkojums stājas spēkā 7. dienā pēc tā izsludināšanas „Valdības Vēstnesī“.

Pagasta valdei uzlieku par pienākumu šo rīkojumu paziņot atzīmētās vietās iedzīvotājiem.

Rīgā, 1935. g. 27. augustā. 2459. Iekšlietu ministrs V. Gulbis.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Pamatojoties uz noteikumu par kara stāvokli 17. panta a punktu, ar iekšlietu ministra biedra š. g. 28. augusta rīkojumu izņemtas no apgrozības pa kara stāvokļa laiku: 496. Brošūra: Sigmunds Freuds „Trīs apcerējumi par seksuālo teoriju“. Tulkojusi M. Felberga. Izdevniecība „Era“, Rīgā. Iespiesta grāmatu spiestuvē kooper. „Grāmatrūpnieks“ Rīgā.

497. Brošūra: Vilhelms Štēkels „Modernā laulība“. Tulkojis Arturs Gērmans. Izdevniecība „Era“ Rīgā. Iespiesta spiestuvē „Nākotne“ Rīgā.

498. Brošūras: Vilhelms Štēkels „Vēstules mātēm“ 1. un 2. daļa. Tulkojusi Aleksandra Jaunbērziņa. Izdevniecība „Era“. 1. daļa iespiesta spiestuvē „Nākotne“ Rīgā un 2. daļa iespiesta grāmatu spiest. kooper. „Grāmatrūpnieks“ Rīgā.

Rīgā, 1935. g. 29. augustā. 170176. Preses un biedrību nodaļas vadītājs R. Lapsiņš.

Preses biroja pārzinis A. Hengs.

Paziņojums.

Pamatojoties uz noteikumu par meliorācijas sabiedrībām 28. pantu, ar zemkopības ministra š. g. 1. augusta lēmumu apstiprināts Klotišku meliorācijas sabiedrības novadgrāvju projekts.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visi šo darbu dalībnieku sarakstā ierakstītie lauku nekustamas mantas īpašnieki ieskaitīti minētā meliorācijas sabiedrībā par biedriem ar pienākumu piedalīties apstiprinātā projektā paredzēto darbu izvešanā, kārtībā uzturēšanā un ar to saistīto izdevumu segšanā.

1935. g. 15. augustā. Zemes ierīcības depart. kultūrtehniskās daļas vadītāja v. M. Šjachtovičs. Vec. sev. uzdevumu ierēdnis T. Erlachs.

Iecelšanas un atvaļinājumi.

Apstiprinu Rīgā, 1935. g. 14. augustā. Iekšlietu ministrs V. Gulbis.

Rīkojums par tūristu aģentu iecelšanu.

Pamatojoties uz noteikumiem par tūristu aģentiem 1. pantu („Vald. Vēstn.“ 1934. g. 156. num.), iecēļu par „Iekšlietu ministrijas tūrisma biroja tūristu aģenti“:

Tukumā — Tukuma komercskolas un ģimnazijas inspektoru Zani Lini, dzīvo Tukumā, Pils ielā 13.

Vīlakā — Vīlakas aizsargu nod. priekšnieku Evaldu Kokku; dzīvo Vīlakā, Pils ielā 3a.

Dzelzavas pag. — Madonas aizsargu pulka jātnieku divīziona komand. sabiedr. darbin. Adolfu Jozepu; dzīvo Dzelzavas pag. „Jozepos“.

Usmas pag. — pagasta darbvedi un aizsargu nod. priekšnieku Pauli Princi; dzīvo Usmas pagasta namā.

Virgas pag. — Virgas pamatskolas pārzini un aizsargu nod. vada komand. Eduardu Strautmani; dzīvo Virgas pag. pamatskolā.

Baltinavas pag. — aizsargu Viktoru Gailunu; dzīvo Baltinavas pag. „Gubānos“.

Visas iestādes un amatpersonas lūdz sekmēt un atbalstīt minēto tūristu aģentu darbību un pienākumu izpildīšanu.

Rīgā, 1935. g. 14. augustā. 49189Tb. Administratīvā departamenta vicedirektors O. Cielēns.

Emigrācijas un tūrisma nodaļas vadītāja v. K. Vanags.

Meklēt izbeigto personu 1624. saraksts.

- 35739. Andrejevs Aleksejs. 33260/30. 35740. Barčaks Kazimirs. 45967/35. 35741. Bistrovs Vasilis. 25708/28. 35742. Bogdanovs Aleksandrs. 33261/30. 35743. Bolšakovs Nikolajs. 35016/31. 35744. Bruževičs Alfrēds. 45430/35. 35745. Cvetkovs Marija. 46417/35. 35746. Filipovs Feodors. 26150/28. 35747. Gasulis Movša. 25726/28. 35748. Iljinskis Jānis. 39248/32. 35749. Ivanovs Michails. 25731/28. 35750. Kirilovs Aleksejs. 25744/28. 35751. Kokorevičs Vladislavs. 33276/30. 35752. Kučukovs Pēteris. 33277/30. 35753. Kuzmins Fedors. 25745/28. 35754. Līvčans Aleksandrs. 27178/28. 35755. Lielciems Eduards. 25746/28. 35756. Machnovs Vasilis. 33282/30. 35757. Maslovs Ivans. 25750/28. 35758. Michailovs Ivans. 35032/31. 35759. Michailovs Pāvils. 25751/28. 35760. Petrovs Vasilis. 39272/32. 35761. Protasovs Michails. 25762/28. 35762. Puškarevs Jānis. 40801/33. 35763. Renners Kārlis. 45728/35. 35764. Savka Boleslavs. 40992/33. 35765. Sondars (Zondars) Kazimirs. 46147/35. 35766. Strunkins Ivans. 25775/28. 35767. Slapins Vasilis. 25791/28.

Rīgā, 1935. g. 28. augustā. Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks J. Silarājs. Darbvedis Hūns.

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Trotuāru ierīkošana Rīgā.

Pamatojoties uz Rīgas pilsētas būvnoteikumu 82. § 2. p. 4. piezīmi, Rīgas pilsētas valde paziņo, ka nākošā gadā līdz 1936. gada 1. septembrim jāierīko trotuāri sekojošās ielās:

Cieti trotuāri jāierīko: Atgāzenes ielā, Alises ielā, Ezermalas ielā no Jachtkluba ielas līdz Meža prospektam, Jachtkluba ielā, Rumpmuizas ielā no dzelzeļa līdz Lāču muižas ielai, Raudas ielā no Liepājas ielas līdz Paltmales ielai, Āgenskalna ielā no Slokas ielas līdz Baložu ielai, Vilpa ielā no Āgenskalna ielas līdz Kuldīgas ielai.

Laipas jāierīko: Pijumuižas ielā no Ganību dambja līdz dzelzeļam, Ropāžu ielā no Brīvības Gatves līdz Apes ielai, Inčukalna ielā ziemeļu pusē no Meža prospekta līdz Visbijas prospektam, Visbijas prospektā no Inčukalna ielas līdz Stendera ielai ziemeļu pusē, Dancīgas ielā, Emiļa Dārziņa ielā, Velmes ielā, Cimzes, Džērbenes ielā no Brīvības gatves līdz Ropāžu ielai.

Trotuāru vietu un līmeņi gruntsgabalu īpašniekiem ierādīs pilsētas būvju valde.

Pilsētas galvas biedrs A. Kacēns. Pilsētas sekretārs A. Pļavinskis.

Nekustamas mantas saraksts,

kuņas īpašniekiem vai viņu tiesībuņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 1. augusta lēmuma ir jāpiedalās Klotišķu meliorācijas sabiedrībā, jāņem daļa no vadgrāvju rakšanas darbu izvešanā, ar to saistīto izdevumu kārtēšanā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

№№ pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrārās muižas piederēja	Darbu izmaksas pēc projekta, no kuņas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Dalībnieku balsu skaits, saskaņā ar mel. sab. statūtiem	
				pēc mērniecības plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra				
1.	Stanislavs Ksavera d. Užujs	Ipašnieks	Laimītes	94F	4722	Lauceses pagastā	328,—	6	
2.	Teodors Mavriķeja d. Lukaševičs	"	Kalniņi	93F	5038	"	100,—	2	
3.	Michails Pēteris d. Grigorjevs	"	Virši	95F	5357	"	156,—	3	
4.	Francis Jāņa d. Zeps	"	Bieranti	80F, Fa	4793	"	304,90	6	
5.	Grigorijs Firsas d. Kolosovs	"	Vārpas	79F	7792	"	438,—	8	
6.	Miruša Andreja Sergeja d. Semjonova mantojuma masa	Lietotāja	Brieži	81F	5128	"	302,—	6	
7.	Jānis Ādama d. Daugste	Ipašnieks	Daugavieši	78F	5078	"	606,—	12	
8.	Viktors Jāzepa d. Gabrens	"	Voldiņi	77F	5937	"	1671,—	33	
9.	Uljana Ēfremovs, Markijs Vasilija d. Jefremovs, Marfa Vasilija m. Jefremovs, Vasilijs Vasilija d. Jefremovs, Vasa Vasilija m. Jefremovs un Michejs Vasilija d. Jefremovs, Siklitiņija Kiselevs un Tatjana Ribakovs	"	"	"	"	"	"	"	
10.	Mirušās Teklas Jegora m. Gabrens mantojuma masa	Ipašnieki	Volodino	36/37	2941	"	92,—	1	
11.	Justins Ādama d. Daugste	Lietotāja	Gabrēni	76F	5157	"	700,—	14	
	Anna-Matilde Jēkaba m. Tartars	Ipašnieks	Liepāja	75F	5077	"	158,—	3	
12.	Eduards-Voldemārs Jāzepa d. Tartars	1/6 īpašniece	Asaras	71F	5678	"	"	305,—	6
	Leotina-Marija Jāzepa m. Tartars	1/6 īpašniece							
	Milda-Otilija Jāzepa m. Tartars	1/6 "							
	Antonija Jāzepa m. Tartars	1/6 "							
	Vilis-Alfreds Jāzepa d. Tartars	1/6 īpašnieks							
13.	Mihelis Ādama d. Škūte	Ipašnieks	Škūtes	72F	4809	"	62,—	1	
14.	Grīvas virsmežniecība	Ipašniece	Valsts mežs	—	—	"	200,—	4	
Kopā							5422,90	105	

Piezīme. Šini dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas ņemamas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējas izvešanas, tā arī pie izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

Rīgā, 1935. g. 15. augustā.

Zemes ierīcības departamenta kultūrtehniskās daļas vadītāja v. M. Šjachtovičs.

Archīva 3324. num. Mel. sab. reģ. 2142. num.

Vec. sev. uzdevumu ierēdnis T. Erlachs.

RĪGA.

Valsts mākslas muzejs

(Rīgas pili) ar 1. septembri atvērts katru dienu, izņemot pirmdienas, no 10—15, sestdienās no 10—13. Ieeja brīva.

Māksla.

„Skroderdienas Silmačos“, kas neskaitāmas reizes pārstaigājušas mūsu zemi un mantojušas publikas piekrišanu, uz Nacionālā teātra skatuves 31. augustā parādīsies otro reizi. Jaunajā inscenējumā mainīti gandrīz visu lomu tēlotāji. Prof. J. Kuga pagatavojis pilnīgi jaunas dekorācijas un zīmējumus jaunajiem kostīmiem. „Skroderdienu“ mūziku komponējis A. Būmanis, un daudzas no viņa dziesmām jau pārgājušas tautā, kā tautas dziesmas. Jaunajam inscenējumam A. Būmanis uzrakstījis vēl veselu rindu jaunu dziesmu ar V. Zonberga tekstiem. Jaunās dziesmas dziedās saimnieces Antonijas lomas tēlotāja Lilija Stengele, nebēdnieks skroderpuika O. Uršteins, jaunā trijotne Rūdis, Karlēns (R. Baltaišvilks) un Ievuks (E. Miezīte), Puiša Aleksa lomā — J. Šaberts, Elina — Lilija Eriķa, skroderis Dūdars — A. Amtmanis-Briedītis. Zīdi: Zāra Goldbaums — Anta Klinte un Ābrāms Vulfsons — A. Alksnis; viņa dēls Joske — Ludvīkis Šmits, Bebeni tēlos M. Šmitche, bildīgo pāri — Pindaku un Pindaciņu — M. Bērziņa un R. Parņickis, laimīgo jauno pāri Anci un Pičkuku — M. Zilava un Z. Katlavs. Korī nodarbināti vairāki desmiti jaunāko tēlotāju un volontāru, tautisko deju dejotāju un liels orķestris.

„Skroderdienas Silmačos“ iestudējumu veicis režisors A. Amtmanis-Briedītis.

Nacionālais teātris nākošā darba gadā.

31. augustā Nac. teātris ņsāk savu 17. darba gadu. Sezonas atklāšanas izrāde sāks ar 5000. teātra izrādē. Tas pirmais tāds gadījums latviešu teātra dzīvē, ka atsevišķs teātris var atskatīties uz tik lielu izrāžu skaitu. Šāds izrāžu skaits sasniedz nepilnu 16 gadu laikā, kur pretim vecākais latviešu teātris — Rīgas latviešu teātris 50 darba gados sasniedza tikai 3000. izrādē.

Teātris arī šogad pieturēsies galvenā kārtā pie oriģinālrepertuāra. Pagājušā gada nacionālais repertuārs deva iepriecinošus panākumus kā mākslas, tā izrāžu un ienākumu ziņā (2% no visām izrādēm bija latviešu autoru izrādes). Šos sasniegumus lūkosim pavairot. Repertuārs nostādīs 3 galvenos virzienus: pamatrepertuāru ar nopietnu saturu, kurā ietilp kā latviešu, tā sveštautiņu klasiki, kas atbilst laikmeta uzdevumiem. Šis klasiku izrādes sniegsim publikas audzināšanas nolūkos, pie tam pilnīgi jaunās dekorācijās un stilā kostīmos. Klasiskiem pievienosies patriotiskās laikmeta un latviska gara caurastaus varondrāmas, viņas ietverot laikmeta aktivitāti, brīvības ainas un Latvijas jaunbūves gribu. Otrā grupā atradīsies plašie tautas lugu uzvedumi, kur valā dota jokam, kur dziesmai sekō deģa un kur parādās nacionālas ipatnības un savdabīgums. Trešai grupai piederēs lugas ar kamerspēles raksturu, labi tās sagatavojot un izsmelot psiholoģiskos poētējumus un valodas smalkumus. Šim ciklam, kas nebūs plāss, jau izvēlēti vairāki jaunārdarbi.

Šogad teātris sarīkos, sazinā ar Izglītības ministriju, skolēnu izrāžu ciklu pēc pagājušā gada parauga, iekārtojot abonementu. Pagājušā gada varējam izrādīt tikai piecus lat-

viešu autoru darbus 3 abonementos. Šogad nodomāts sniegt 10 klasiku 6 abonementos, izrādes sarīkojot sestdienas pēcpusdienās. Tā kā mazākumu tautību skolām skolēnu izrādes sestdienās nav parocīgas, tad direkcija ar mieru viņiem atzīmēt citas nedēļas dienas. Līdz šim skolēnu abonementus izņēma vienīgi Rīgas pamatskolas. Turpmāk būtu vēlama arī ģimnāziju un arodskolu dzīvāka līdzdalība. Teātra vadība ar mieru sagatavot kaut kuru klasisku darbu skolu izrādēm, ko izraudzītos Izglītības ministrija. Skolu izrāžu ciklā paredzētas to latviešu autoru lugas, kas ietilpst skolu programmas. Šim izrādēm ieejas maksas būs noliktas lētākas.

Nacionālais teātris turpinās strādnieku izrāžu ciklu. Ar strādnieku arodbiedrību vadītāju V. Feldmani jau apspriests turpmākās darbības plāns, ko ierēdnētiem drīzām darīs zināmu. Strādnieku izrādes notiks pirmienu vakaros, jo izrādes svētdienu priekšpusdienās nav strādniekiem piemērotas. Repertuāra šim izrādēm izraudzīs no teātra labākajiem jaunuzvedumiem un aktrākiem iestudējumiem.

Jā valdība dos savu sankciju un vajadzīgo naudu izdevumiem, tad šogad rīkosim 10 viesizrādes Latgalē. Izrādēm izraudzīsim divus latviešu jaundarbus — 1 drāmu un 1 komēdiju. Viesizrāžu vietas un laiku noteiks pēc Kara ministrijas norādījumiem, jo viņās jādod iespēja noskatīties arī karavīriem.

Viesizrādēs uzstāsies Lilija Stengele, Teodors Lācis, Rūdolfs Bērziņš, Jānis Lejiņš u. c. Viesu izrādēm izvēlēsimies augstvērtīgus literārus darbus. Šādas viesizrādes līdz šim sevi attaisnojušas: viņas modina jaunu mākslas interesi publikā un teātrim izdevīgas arī materiāli.

Šogad Nacionālā teātri paredzēti 9 lielāki inscenējumi. To izpildīšanai aicināsim bez pašu spēkiem talkā dekoratorus un ārpuses. Ar akadēmijas rektoru prof. J. Kugu jau norunāti divi inscenējumi: pirmo „Skroderdienas Silmačos“ viņš jau nobeidzījis, otrs viņa jaunuzvedums būs pēc ziemassvētkiem. Dažām lugu dekorāciju pagatavošanu nodosim jauniem gleznotājiem.

Lētās klasiku izrādes nodomāts rīkot arī plašai publikai. Viņas laiku pa laikam notiks svētdienas rītos. Sagatavos arī īpašu bērnu izrāžu ciklu. Bērnu izrādes rīkosim biežāk — ne tikai svētku dienās.

Mākslinieciskā vadība ar maziem grozījumiem paliksī agrākā. Teātrim būs četri pastāvīgi režisori: A. Amtmanis-Briedītis (lielēm inscenējumiem un tautas lugu), Jānis Osis un Kultūras fonda stipendāts Alfrēds Alksnis modernām lugu, bet teātra goda locekļis A. Mierlauks latviešu reālai drāmāi. Vajadzības gadījumā režisorus pieaicinās no ārpuses. Drāmaturģis V. Zonbergs, dekorators A. Cimermanis un diriģents K. Lietiņš — paliek līdzšinējie.

Šogad teātrim paredzama kupla oriģinālu raža. Daļa oriģināldarbu atrodas jau direkcijas rīcībā, pie citiem autori vēl strādā. Repertuāra projektā: Aspazijas drāma „Balta pūķe ezerā“, kurā attēlota studentu dzīve, un komēdija „Nopūtu aleja“: J. Akurāters raksta plašu drāmu no tautiskās atmodas laika; bet Jūlijs Pētersons pabeidzīs modernās dzīves komēdiju: V. Zonbergs sarakstīs tautas lugu „Ziedošais jaunības laiks“ ar daudzām dziesmām; V. Lācis „Senču aicinājums“, kas nodots inscenēt jaunam režisoram A. Alksnim, bet dekorāciju pagatavot — V. Valdmanim, J. Sārta „Sauls staros“, kurā tēlotāi Latgales apstākļi. No latviešu autoriem teātrim savu līdzdarību solījuši — J. Jaunsudrabiņš, J. Grīns, E. Mednis, A. Gulbis, J. Sudrabkalns, J. Mednis u. c.

No tulkojumiem jāmin Šekspira „Venecijas tirgotājs“, Goldoni „Divu kungu

kalps“, Moljēra „Mizantrops“, kāda itālu komēdija, čehu tautas komēdija — Mrštikova drāma „Marīša“, kurā notēlota Morāvijas zemnieku dzīve. Šai lugu dekoratīvos metus darinās čehu leļļu teātra direktors prof. Skupa, kas to savā dzimtenē jau vairākkārt inscenējis. Lugas režija nodota A. Amtmanim-Briedītim, bet tulkojumu no čehu valodas izdaris R. Egle. Pirmizrāde oktobra sākumā. Sagatavoti arī citi tulkojumi, kā, piemēram, polu rakstnieka Jerša Šanavska skatu luga „Tilts“, ko no manuskripta tulkojis K. Krūza. Šanavsku Nacionālā teātra apmeklētāji jau pazīst kā lugas „Advokāts un rozes“ autoru. Viņa jaunais darbs vēl bagātāks dramatiskām noskaņām un dziļi tvērtiem psiholoģiskiem pārdzīvojumiem. Šī luga būs noderīga kamerspēlēm. Direkcijas rīcībā arī divas igauņu lugas.

Lai darbs labāk sekmetos, tad šogad teātris ievēd volonteri kadru, sagaidot, ka no viņa izaugs nākošie aktieri. Jaunākiem tēlotājiem un volonteriem direkcija angāzējusi — Ludvīki Smitu, Malvīni Ustubi, Irmu Brāmu, Zentu Salnu, Maigu Damrozi, Gunu Springis, Ritu Stolci, Mirdzu Krūmiņu, Pēteri Āru, Oskaru Ziemeļnieku, Jāni Gruzīnu, Kārli Vinteri, Antonu Ezertēvu, Albertu Bergmani, Edgaru Silgaili.

Beidzot jāizrāda, ka šogad direkcija izdarījis iekšējos remontus Ls 11.000,— apmērā, kā arī pārbūvējis skatuvi. Ši pārbūve izmaksājusi apmēram Ls 1.500,—. Pilsēta nokrāsējusi un izdailojusi teātra ārpusi. Nākošā sezonā nodomāts pārbūvēt apkurināšanas ietaisi, kas stipri novecojis un nav piemērota šī laika prasībām. Apkures ierīces labošana izmaksātu apmēram Ls 16.000,—.

Nacionālā opera. Piektdien, 30. augustā, tautas izrādē balēts „Sarkanā Magone“. Piedalās E. Pfeifere, O. Lēmanis, M. Lence, E. Leščevskis, R. Saule, H. Pīlciņis, A. Ozoliņš u. c. Diriģents T. Reiters. — Sestdien, 31. augustā, tautas izrādē „Lolitas brīnumputns“. Galvenās lomas G. Pērkone, N. Ūlande-Sulce, H. Lūse, N. Vasiļjevs, A. Kortāns, J. Niedra u. c. Diriģents J. Kalniņš. — Svētdien, 1. septembrī, pulksten 13.30 tautas izrādē balēts „Gulbju ezers“. Katrs pieaudzis var ņemt 1 bērnu par brīvu līdz, 2 bērni var nākt ar 1 biķeti. Diriģents J. Kalniņš.

Nacionālais teātris. Piektdien, 30. augustā, plkst. 19.30 lētā izrādē „Labi vārīts“. — Sestdien, 31. augustā, pulksten 19.30 sezonas atklāšanā 5000. izrādē. 1) Svinīgā akts: dzejnieces Aspazijas prologu lasīs Jānis Osis. Valsts himna. 2) Pilnīgi jaunā krāšņā inscenējumā „Skroderdienas Silmačos“ Rūd. Blaumana tautas luga 3 cēlienos 6 ainās. Režisors A. Amtmanis-Briedītis, dekorators prof. J. Kuga, mūziku komponējis prof. A. Būmanis. Derīga abonementa 1. un 5. biķete. — Svētdien, 1. septembrī, pulksten 14 lētā izrādē „Labi vārīts“. Pulksten 19.30 „Skroderdienas Silmačos“. Pusceļas ierēbotā skaitā.

Telegrammas.

(Latvijas telegrafa aģentūras telegrammas.)

Auto katastrofā nonāvēta Belģijas karaliene Astrīda.

Londonā, 29. VIII. Reuters telegrafē no Lucernas, ka tur notikusi katastrofa ar Belģijas karaļa Leopolda auto. Karalis ievainots, bet karaliene Astrīda nonāvēta.

Lucernā, 29. VIII. Katastrofa ar Belģijas karaļa auto notikusi Šveicē, Kisnachts tuvumā pie Četru kantonu ezera.

Automobili vadījis pats karalis, karaliene sēdējusi viņam blakus, bet šofers pakalējā sēdekļī. Neizprotamā kārtā mašina pēkšņi noskrējusi no ceļa un nogāzies ezera malā. Karaliene pie tam triekta pret koku. Viņai lauzts galvas kauss, un viņa tūlī mirusi. Karalis dabūjis ievainojumus galvā; tie nav bīstami. Šofers dabūjis stikla šķembeļu ieskrābājumus. Pēc katastrofas karalis bijis tik apmāts, ka nav spējis neko tuvāk paskaidrot.

Briselē, 29. VIII. Belģijas karaliene Astrīda, kas šodien nonāvēta auto katastrofā, dzimusi 1905. g. 17. nov. Stokholmā kā zviedru prinča Kārļa un daņu princeses Ingeborgas meita. 1926. gada novembrī viņa salaulājas ar Belģijas tropmantinieku princi Leopoldu. Pēc karaļa Alberta I pēkšņās nāves karalis Leopolds III un karaliene Astrīda 1934. gadā uzkāpa troni. Karaliene beļģu tautā bija visai iemīļota.

Lucernā, 29. VIII. Par traģisko katastrofu Belģijas karalis pats izteicies, ka viņš gribējis pēc kartes, kuŗu turējusi karaliene, pārbaudīt ceļa pareizību. Viņš mazliet pieliecies, lai uzņemtu skatu kartij, bet šis īsais mirklis pieticis, lai automobilis izietu no pareizā virziena.

Ministru prezidenta Dr K. Ulmaņa līdzjūtība Belģijas karalienes nāves gadījumā.

Belģijas sūtņa vietnieku Derminu 29. augusta vakarā apmeklēja Ārlietu ministrijas Administratīvi-juridiskā departamenta direktors J. Tēpfers un Belģijas karalienes Astrīdes traģiskās nāves gadījumā Ministru prezidenta un ārlietu ministra K. Ulmaņa uzdevumā izteica līdzjūtību.

KURSI.

Rīgas biržā 1935. gada 30. augustā.

Devīzes:	
1 Amerikas dolars	3,06—3,16
1 Anglijas mārciņa	15,07—15,37
100 Francijas franku	20,21—20,41
100 Belģijas beļģu	52,00—53,00
100 Šveices franku	100,00—101,00
100 Itālijas liru	25,00—26,00
100 Zviedrijas kronu	77,75—79,75
100 Norvēģijas kronu	75,75—77,75
100 Dānijas kronu	67,25—69,25
100 Austrijas šilīņu	61,00—63,00
100 Čehoslovākijas kronu	12,70—13,10
100 Holandes guldeņu	207,50—209,50
100 Vācijas marku	123,00—123,80
100 Somijas marku	6,60—6,90
100 Igaunijas kronu	83,00—85,00
100 Polijas zlotu	57,80—59,00
100 Lietavas litu	51,70—52,10
100 Dancigas guldeņu	57,80—59,00

Vērtspapīri:
6% Zemes bankas ķīlu zīmes
Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role.
Zvērināts biržas māklers H. Kirsšteins.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 12 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 3012. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta komandītsabiedrība ar firmu „Komandītsabiedrība „Dzintene” J. Bankavs un biedri”, kuras personīgi atbildīgie biedri ir: a) Jānis Bankavs, dzim. Bauskas apr. Vecmūizas pag. 1886. g. 10. nov., dzīvo Rīgā, Gertrūdes ielā № 19/21, dz. 15; b) Pēteris Porietis, dzim. Sēlpils pag. 1877. g. 5. martā, dzīvo Rīgā, Līdaku ielā 10, dz. 1. 16940g

Sabiedrība nodibināta 1935. g. 16. jūlijā un tās darbība atklāta 1935. g. 21. augustā. Sabiedrība piedalās 3 komandīstī ar daļības naudas kopsummu Ls 1500.—. Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — konditoreja-kafējnīca ar nosaukumu „Guna” — atrodas Rīgā, Kaļķu ielā 8/10, Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata, paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 3013. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta komandītsabiedrība ar firmu „Krāviņš un biedri”, kuras personīgi atbildīgie biedri Minna Krāviņš, dzim. Valdemārpilī 1898. gada 4. janv., dzīvo Rīgā, Stabu ielā 61, dz. 8. Sabiedrība nodibināta 1935. g. 2. jūlijā un tās darbība atklāta tās darbība. Sabiedrības sēdeklis atrodas Rīgā, Stabu ielā 61, dz. 8; sabiedrības uzņēmums — augļu tirgotava atrodas Rīgā, Centrāl-tirgu, augļu nod. № 35. Sabiedrībā piedalās 2 komandīstī ar daļības naudas kopsummu Ls 1400.—. Minna Krāviņš noslēgusi priekšlaulības līgumu, par ko publicēts 1935. g. 20. jūnijā „Vald. Vēstn.” 136. num. 16941g Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģistra not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 928. num. ierakstītās firmas nosaukums — „Labnedāja” Izaks Baums — uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 27. augusta lēmuma pamata — svītroti un tā vietā ierakstīts firmas nosaukums „Latnedāja” J. Baums”. 16938 Rīgā, 1935. g. 27. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģistra not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 1309. num. ierakstītās firmas „G. G. Ostvalda čuguna lietuve” reģistra folijā, sakatā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. augusta lēmumu, svītroti līdzšinējais firmas nosaukums un tā vietā ierakstīts „G. G. Ostvalds”. Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdz. reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 242. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 23. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Ilgeciema alus darītavas akciju sabiedrība”. Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — alus, medaļus, kvasa, augļu un minerālūdeņu, īsala ekstrakta un konfekšu fabrika — atrodas Rīgā, Daugavgrīvas ielā 34. Sabiedrības mērķi ir: alus un portera vārīšana, spirta destilēšana un tirgošanās ar saviem ražojumiem kā iekšzēmē, tā arī ārēzēmē uz sava rēķina un komisijā. Sabiedrības pamatkapitāls ir 1.500.000 latu, kas sadalās 150 akcijās pa 10.000 latu katrā. Valdes locekļi: 1) direktors-rikojtājs Aleksandrs Lēnerts,

dzīvo Rīgā, Aristida Briana ielā 9, dz. 1; 2) Konstantīns Holēnders, Rīgā, Valdemāra ielā № 61, dz. 9; 3) Haja-Johanna Kāns, dzīvo Francijā, Parīzē.

Valdes locekļu kandidāti: 1) Ernests Bērziņš, dzīvo Rīgā, Daugavgrīvas ielā 34, dz. 1; 2) Harijs Lēnerts, Rīgā, Aristida Briana ielā 9, dz. 3.

Bij. Krievijas valdība bija apstiprinājusi paju sabiedrības „Ilgeciema alus darītava” statūtus 1863. g. 2. nov. Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības ar nosaukumu „Ilgeciema alus darītavas akciju sabiedrība” grozītos statūtus 1930. g. 28. apr. Sabiedrības darbība atklāta 1863. g. 2. nov.

Vekselus, pilnvaras, līgumus, kontraktus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. Par grozīto statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1930. g. 99. num. 16766g Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdz. reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 243. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 23. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība „G. J. Sereševskij” tabakas fabrika”.

Sabiedrības sēdeklis un galvenais uzņēmums — tabakas fabrika — atrodas Rīgā, Brīvības ielā 92. Sabiedrības mērķi ir: nodarboties ar rūpniecību, kas stāv sakarā ar tabakas apstrādāšanu, kā arī papīrsoņu un cigāru izgatavošanu un tirdzniecību ar minētām precēm. Sabiedrības pamatkapitāls ir 500.000 latu, kas sadalās 5000 akcijās pa 100 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētājs Zacharijs Gurevičs, dzīvo Rīgā, Gertrūdes ielā 6, dz. 1; 2) direktors-rikojtājs Sebastians Fogelsons, Rīgā, Brīvības ielā 81, dz. 2; 3) Polijas pilsonis Gregors Sereševskis (Grzegorz Szereszewski), dzīvo Austrijā, Vinē, Rathausplatz 2.

Valdes locekļu kandidāti: 1) Adolfs Immerdauers; 2) Polijas pilsonis Lazars Landaus, dzīvo Rīgā, Blaumana ielā 3, dz. 14. Finanču ministrs apstiprinājis: a) sabiedrības statūtus 1924. g. 9. maijā, statūtu grozījumus — b) 1925. g. 27. maijā, c) 1925. g. 9. sept., un d) 1929. g. 12. apr. Sabiedrības darbība atklāta 1924. g. 9. maijā. Vekselus, pilnvaras, līgumus, kontraktus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta 2 direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. Par statūtu apstiprināšanu izsludināts „Vald. Vēstn.” 1924. gada 107. num. 16767g Rīgā, 1935. g. 22. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 244. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 24. aug. lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Rīgas papīrfabrikas akciju sabiedrība”. Sabiedrības sēdeklis atrodas Rīgā, Lielā Aldaru ielā 12. Sabiedrības mērķis ir: ierīkot un uzturēt rakstāmpapīra fabrikas. Sabiedrībai ir tiesības savām vajadzībām ierīkot rūpniecības un tirdzniecības ietaises un noliktavas. Sabiedrības pamatkapitāls ir 8.550.000 latu, kas sadalās 9000 akcijās pa 950 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) Austrijas pilsonis Hermans Kolombo, dzīvo Ligatnē; 2) Vācijas pilsonis Manfreds Gertners (Gaertner), dzīvo Vācijā, Berlīnē, Jägerstrasse 49/51; 3) Vācijas pilso-

nis Vilhelms Fāte (Fahle), dzīvo Ligatnē; 4) Aleksandrs Nolde, Rīgā, Baložu ielā 19; 5) Valters Pfeils, Rīgā, Kuldīgas ielā 41. Saskaņā ar statūtu 12. §. direktoru vairākumam jābūt Latvijas pilsoņiem. Valdes locekļu kandidāti: 1) Fridrihs Hāns, dzīvo Rīgā, Lielā Aldaru ielā 12; 2) Eišens Lēmans, Rīgā, Lielā Aldaru ielā 12; 3) Fricis Dibolds, Rīgā, Dancīgas ielā 9. Rīgas rakstāmpapīra fabriku akciju sabiedrība nodibināta 1858. g. 12. decembrī. Saskaņā ar tirdzniecības un rūpniecības ministrijas 1920. g. 12. nov. rakstu 16535. num., sabiedrība ar nosaukumu „Rīgas Rakstāmpapīra Fabrika Sabiedrība” ieviesta ministrijas akciju sabiedrību reģistrā. Finanču ministrs apstiprinājis Rīgas rakstāmpapīra fabriku akciju sabiedrības statūtus 1921. gada 17. jūnijā, par ko publicēts „Vald. Vēstn.” 1921. g. 137. num., un šo statūtu grozījumus: a) 1923. g. 29. aug., un b) 1925. g. 25. maijā. Sabiedrības darbība atklāta 1858. g. 12. decembrī. Vekselus, pilnvaras, kontraktus, līgumus, pirkšanas un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta vismaz divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu, paku un dokumentu saņemšanu pastā, visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16942g Rīgā, 1935. g. 24. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 245. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Vidzemes ūdensceļu uzlabošanas un izmantošanas akciju sabiedrība”. Sabiedrības sēdeklis un uzņēmuma kantoris ir Rīgā, Doma laukumā 11/13, bet uzņēmums — Daugavas-Gaujas kanāla ekspluatācija — atrodas Azažu pagastā, pie Baltežera. Sabiedrības mērķi ir: uzlabot un ekspluatēt upju satiksmes ceļus Latvijā un sevišķi — savienot ar kanāliem Gauju ar Daugavu. Sabiedrības pamatkapitāls ir 450.000 latu, kas sadalās 600 akcijās pa 750 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) Ansis Rozens, dzīvo Rīgā apr. Lielstraupe, Rīgā, Brēmiņu ielā 7; 2) Teodors Cimermans, Rīgā, Kaļķu ielā 30, dz. 2. Valdes locekļu kandidāti: 1) Ādams Engelhardt, dzīvo Majoros, „Marienbade” sanatorijā, un 2) Vācijas pilsonis Harijs Bēzēmīlers, Rīgā, „Ekeclsior” viesnīcā, Gogola ielā 5. Bij. Krievijas valdība bija apstiprinājusi „Vidzemes upju satiksmes ceļu uzlabošanas sabiedrības” statūtus 1898. gada 10. jūlijā. Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības ar nosaukumu „Vidzemes ūdensceļu uzlabošanas un izmantošanas akciju sabiedrība” statūtus 1924. gada 27. febr., un tie iespiesti „Ekonomista” 1924. g. 9. num. Sabiedrības darbība atklāta 1898. g. 10. jūlijā. Vekselus, pilnvaras, līgumus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, un arī visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16943g Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 246. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība „Baltijas kokrūpniecības akciju sabiedrība (Baltic Wood Company, Ltd.)”. Sabiedrības sēdeklis ir Rīgā, L. Zirgu ielā 25. Sabiedrības uzņēmumi atrodas: a) galvenais — koku eksports — Rīgā, L. Zirgu ielā 25,

un b) koku zāģētava Rīgā, Pilnmuizas ielā 2. Sabiedrības mērķi ir: izstrādāt mežus, ierīkot un izmantot koku zāģētavas un koku apstrādāšanas fabrikas un sagatavot dažādus koku materiālus, kā arī tirgoties uz sava rēķina un komisijā iekšzēmē un ārēzēmē ar kokrūpniecības izgatavojušiem un kokiem un nodarboties ar to eksportu. Sabiedrības pamatkapitāls ir 400.000 latu, kas sadalās 2000 akcijās pa 200 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) Vācijas pilsonis Richards Rijs, dzīvo Rīgā, Lielā Zirgu ielā 25; 2) Hermanis Rozengartens, Rīgā, Vilandes ielā 4b, dz. 6; 3) Gūtmanis Rozengartens, Rīgā, Vilandes ielā 4b, dz. 4. Valdes locekļu kandidāti: 1) Movša Rozengartens, dzīvo Rīgā, Vilandes ielā 4b, dz. 12; 2) Eriks Tomkevičs, Rīgā, Dārtas ielā 43, dz. 1. Finanču ministrs apstiprinājis: a) sabiedrības statūtus 1922. g. 7. janv., b) statūtu grozījumu un 3. akciju izlaiduma noteikumu 1926. g. 14. jūlijā, un c) statūtu grozījumu un 4. akciju izlaiduma noteikumu 1927. gada 24. maijā. Statūti iespiesti „Ekonomista” 1923. g. 5. num. Sabiedrības darbība atklāta 1922. g. 16. janvārī. Vekselus, pilnvaras, līgumus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, kā arī visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16944g Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 247. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība „Argenta”.

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — ķīmiska fabrika — atrodas Rīgā, Ganību dambī 31. Sabiedrības mērķi ir: 1) izgatavot visāda veida ķīmiskus ražojumus, iegūt, ierīkot un izmantot ķīmisku un citu organisku vielu, to skaitā arī viskosa apstrādāšanas fabrikas līdz ar papildu uzņēmumiem un darbnīcām; 2) eksports, imports un tirdzniecība ar visādiem iekšzemes un ārēzējiem ķīmiskiem un tai radnieciskiem rūpniecības ražojumiem un citām precēm Latvijā un ārēzēmē, uz sava rēķina un komisijā. Sabiedrības pamatkapitāls ir 100.000 latu, kas sadalās 1000 akcijās pa 100 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) Pēteris Gipslis, dzīvo Rīgā, Indrānu ielā 8, dz. 1; 2) Gabriels Pesis, Rīgā, Hospitalu ielā 24, dz. 10; 3) Irene Bēniņš, Rīgā, L. Jaunielā 19, dz. 4. Valdes locekļu kandidāti: 1) Jāzeps Pesis, dzīvo Rīgā, Margrītas ielā 11, dz. 1; 2) Alfrēds Oskains, Rīgā, Marijas ielā 35, dz. 2. Pilnvarnieks Pēteris Gipslis. Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1930. g. 22. aug., un tie iespiesti „Ekonomista” 1930. g. 20. num. Sabiedrības darbība atklāta 1930. g. 27. augustā. Saskaņā ar statūtu 51. §. vekselus, pilnvaras, līgumus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, un arī visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16945g Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 248. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Rūpniecības akciju sabiedrība „Zvaigzne”.

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — skārda apstrādā-

nas darbnīca — atrodas Rīgā, Aizsargu ielā 11. Sabiedrības mērķi ir: 1) skārda apstrādāšana un dažādu skārda, metālla un chromolītografisku priekšmetu izgatavošana; 2) tirdzniecība ar saviem ražojumiem kā Latvijā, tā arī ārēzēmē. Sabiedrības pamatkapitāls ir 100.000 latu, kas sadalās 500 akcijās pa 200 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētāja Musja Sluckins, dzīvo Rīgā, Aizsargu ielā 75b, dz. 2; 2) direktors-rikojtājs Zamuels Gurevičs, Rīgā, Aizsargu ielā 75b, dz. 2; 3) Abrahams Kacs, Rīgā, Baznīcas ielā 34. Valdes locekļu kandidāti: 1) Zalamans Gurevičs, dzīvo Rīgā, Dzirnauvu ielā 3, dz. 2; 2) Sofija Gurevičs, Rīgā, Aizsargu ielā 75b, dz. 2. Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1925. g. 24. decembrī un tie iespiesti „Ekonomista” 1926. g. 9. num. Sabiedrības darbība atklāta 1926. g. 1. janvārī. Saskaņā ar statūtu 31. §. vekselus, pilnvaras, līgumus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, kā arī visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16946g Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 249. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība „Argenta”.

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — ķīmiska fabrika — atrodas Rīgā, Ganību dambī 31. Sabiedrības mērķi ir: 1) izgatavot visāda veida ķīmiskus ražojumus, iegūt, ierīkot un izmantot ķīmisku un citu organisku vielu, to skaitā arī viskosa apstrādāšanas fabrikas līdz ar papildu uzņēmumiem un darbnīcām; 2) eksports, imports un tirdzniecība ar visādiem iekšzemes un ārēzējiem ķīmiskiem un tai radnieciskiem rūpniecības ražojumiem un citām precēm Latvijā un ārēzēmē, uz sava rēķina un komisijā. Sabiedrības pamatkapitāls ir 100.000 latu, kas sadalās 1000 akcijās pa 100 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) Pēteris Gipslis, dzīvo Rīgā, Indrānu ielā 8, dz. 1; 2) Gabriels Pesis, Rīgā, Hospitalu ielā 24, dz. 10; 3) Irene Bēniņš, Rīgā, L. Jaunielā 19, dz. 4. Valdes locekļu kandidāti: 1) Jāzeps Pesis, dzīvo Rīgā, Margrītas ielā 11, dz. 1; 2) Alfrēds Oskains, Rīgā, Marijas ielā 35, dz. 2. Pilnvarnieks Pēteris Gipslis. Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1930. g. 22. aug., un tie iespiesti „Ekonomista” 1930. g. 20. num. Sabiedrības darbība atklāta 1930. g. 27. augustā. Saskaņā ar statūtu 51. §. vekselus, pilnvaras, līgumus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, un arī visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16945g Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 250. num., pamatojoties uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 26. aug. lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Rūpniecības akciju sabiedrība „Zvaigzne”.

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — skārda apstrādā-

nas darbnīca — atrodas Rīgā, Aizsargu ielā 11. Sabiedrības mērķi ir: 1) skārda apstrādāšana un dažādu skārda, metālla un chromolītografisku priekšmetu izgatavošana; 2) tirdzniecība ar saviem ražojumiem kā Latvijā, tā arī ārēzēmē. Sabiedrības pamatkapitāls ir 100.000 latu, kas sadalās 500 akcijās pa 200 latu nominālā vērtībā katrā. Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētāja Musja Sluckins, dzīvo Rīgā, Aizsargu ielā 75b, dz. 2; 2) direktors-rikojtājs Zamuels Gurevičs, Rīgā, Aizsargu ielā 75b, dz. 2; 3) Abrahams Kacs, Rīgā, Baznīcas ielā 34. Valdes locekļu kandidāti: 1) Zalamans Gurevičs, dzīvo Rīgā, Dzirnauvu ielā 3, dz. 2; 2) Sofija Gurevičs, Rīgā, Aizsargu ielā 75b, dz. 2. Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1925. g. 24. decembrī un tie iespiesti „Ekonomista” 1926. g. 9. num. Sabiedrības darbība atklāta 1926. g. 1. janvārī. Saskaņā ar statūtu 31. §. vekselus, pilnvaras, līgumus, zemesgrāmatās ierakstāmus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojuši; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, kā arī visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16946g Rīgā, 1935. g. 26. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz noteikumu par tirdzniecības reģistru 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 143. num. ierakstītās firmas „A/S. Rīgas kokvilnas manufaktūras sabiedrība Strazdmuiža” reģistra folijā, uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 23. augusta lēmuma pamata, ievēsti sekoši ieraksti: 1) Saskaņā ar valdes sēžu a) 1935. g. 31. maijā un b) 1935. gada 3. jūnijā protokolētiem, ievēlēja: a) par valdes priekšsēdētāju direktors Edvins Kochs un b) valdes priekšsēdētāja vietnieku direktors Ervins Morics. 2) Prokuristi: 1) Vilhelms Treibers; 2) Alfrēds Egļite, un 3) Jānis Jāņa d. Valdmānis, katrs ar atsevišķu pilnvaru-prokūru 1935. gadam. 3) Bij. Krievijas valdības iestāžu apstiprinātie statūtu grozījumi un pamatkapitāla palielināšanas noteikumi iespiesti likumu un valdības rīkojumu krājumā valdošā Senāta izdevumā: 1) 1891. g. 26. numurā 286. pantā, 2) 1894. g. 94. num. 656. p., 3) 1895. g. 76. numurā 533. p., 4) 1897. g. 117. num. 1623. p., 5) 1908. g. 51. num. 381. p., 6) 1910. g. 11. num. 83. p., un 7) 1916. g. 62. num. 650. p. Finanču ministra vai viņa biedra — a) 1923. g. 21. dec., b) 1925. g. 17. apr., c) 1927. g. 25. janv., d) 1927. g. 1. jūlijā, e) 1932. g. 28. dec., un f) 1933. g. 1. jūlijā — apstiprinātie statūtu grozījumi iespiesti „Ekonomista”: a) 1924. g. 1./2. num., b) 1925. g. 15. num., c) 1927. g. 4. num., d) 1927. g. 16. num., e) 1933. g. 2. num., un f) 1933. g. 13./14. numurā. 16772g Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģistra not. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 143. num. ierakstītās firmas „A/S. Rīgas kokvilnas manufaktūras sabiedrība Strazdmuiža” reģistra folijā, uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 23. augusta lēmuma pamata, ievēsti sekoši ieraksti: 1) Saskaņā ar valdes sēžu a) 1935. g. 31. maijā un b) 1935. gada 3. jūnijā protokolētiem, ievēlēja: a) par valdes priekšsēdētāju direktors Edvins Kochs un b) valdes priekšsēdētāja vietnieku direktors Ervins Morics. 2) Prokuristi: 1) Vilhelms Treibers; 2) Alfrēds Egļite, un 3) Jānis Jāņa d. Valdmānis, katrs ar atsevišķu pilnvaru-prokūru 1935. gadam. 3) Bij. Krievijas valdības iestāžu apstiprinātie statūtu grozījumi un pamatkapitāla palielināšanas noteikumi iespiesti likumu un valdības rīkojumu krājumā valdošā Senāta izdevumā: 1) 1891. g. 26. numurā 286. pantā, 2) 1894. g. 94. num. 656. p., 3) 1895. g. 76. numurā 533. p., 4) 1897. g. 117. num. 1623. p., 5) 1908. g. 51. num. 381. p., 6) 1910. g. 11. num. 83. p., un 7) 1916. g. 62. num. 650. p. Finanču ministra vai viņa biedra — a) 1923. g. 21. dec., b) 1925. g. 17. apr., c) 1927. g. 25. janv., d) 1927. g. 1. jūlijā, e) 1932. g. 28. dec., un f) 1933. g. 1. jūlijā — apstiprinātie statūtu grozījumi iespiesti „Ekonomista”: a) 1924. g. 1./2. num., b) 1925. g. 15. num., c) 1927. g. 4. num., d) 1927. g. 16. num., e) 1933. g. 2. num., un f) 1933. g. 13./14. numurā. 16772g Rīgā, 1935. g. 23. augustā. Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klīngs. Sekretāra v. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģistra not. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 143. num. ierakstītās firmas „A/S. Rīgas kokvilnas manufaktūras sabiedrība Strazdmuiža” reģistra folijā, uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 23. augusta lēmuma pamata, ievēsti sekoši ieraksti: 1) Saskaņā ar valdes sēžu a) 1935. g. 31. maijā un b) 1935. gada 3. jūnijā protokolētiem, ievēlēja: a) par valdes priekšsēdētāju direktors Edvins Kochs un b) valdes priekšsēdētāja vietnieku direktors Ervins Morics. 2) Prokuristi: 1) Vilhelms Treibers; 2) Alfrēds Egļite, un 3) Jānis Jāņa d. Valdmānis, katrs ar atsevišķu pilnvaru-prokūru 1935. gadam. 3) Bij. Krievijas valdības iestāžu apstiprinātie statūtu grozījumi un pamatkapitāla palielināšanas noteikumi iespiesti likumu un valdības rīkojumu krājumā valdošā Senāta izdevumā: 1) 1891. g. 26. numurā 286. pantā, 2) 1894. g. 94. num. 656. p., 3) 1895

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs J. Viksna (kanceleja Jelgavā, Pēteru ielā 20, dz. 2) paziņo, ka:

- 1) Latvijas bankas un Beļģas Lipmanovičs prasību piedziņai no Jāņa Jāņa d. Zanderona 1935. g. 11. decembrī plkst. 10 Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē otrā publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Jāņa Jāņa d. Zanderona Jelgavas apr., Vilces pag., Māru muižas Lidumnieku mājas ar hip. 10227. num.;
- 2) nekustama manta izsolei novērtēta par Ls 5714,—;
- 3) nekust. mantai ir Ls 15.000 ar proc. hipotēku parādu;
- 4) solītajam jāiemaksā Ls 571,40 drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu, un
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā. 16915

Jelgavā, 1935. g. 26. augustā.
Tiesu izpild. J. Viksna.

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs J. Viksna (kanceleja Jelgavā, Pēteru ielā 20, dz. 2) paziņo, ka:

- 1) Jelgavas kredītsabiedrības prasības piedziņai no Jāņa Jāņa d. Ziedīņa 1936. g. 1. aprīlī plkst. 10 Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Jāņa Jāņa d. Ziedīņa Jelgavas apr., Vilces pag., Vilces muižas Maz-Strupju mājas ar hip. 1269. num.;
- 2) nekustama manta izsolei novērtēta par Ls 6930,—;
- 3) nekustamai mantai ir Ls 5212,— ar proc. hipotēku parādu;
- 4) solītajam jāiemaksā Ls 693,— drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu, un
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā. 16916

Jelgavā, 1935. g. 26. augustā.
Tiesu izpild. J. Viksna.

Liepājas apgabaltiesas Liepājas pils. 2. iec. tiesu izpildītājs J. Pētersons (kanceleja Liepājā Kungu ielā 50), pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1282., 1283., 1285., 1286. līdz 1290. p., paziņo, ka 1935. g. 1. novembrī plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liepājā Ozola ielā 12 un ierakstīta Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļas zemes grāmatas ar hip. 2891. num.

Šīs nekustamās mantas ideālā 1/2 daļa novērtēta par Ls 680,—, un to pārdod Liepājas pilsētas krājkašes prasības apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu nostiprināti hipotēku parādi: 2500 r. krievu cara nauda un Ls 8000,—, bet uz Marijas Auterhofs ideālo 1/2 daļu Ls 3000,— un ievests nodrošinājums uz Elizabetes Matis ideālo 1/2 daļu Ls 3034,07.

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no novērtēšanas summas Ls 680,— vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura summa būs augstāka pārdošanas dienā.

Solītajiem jāiemaksā Ls 68,— drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustama īpašuma iegūšanai.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1935. g. 27. augustā.
Ls 2189. 16317
Tiesu izpildītājs J. Pētersons.

Liepājas apgabaltiesas Liepājas pilsētas 2. iec. tiesu izpildītājs J. Pētersons (kanceleja Liepājā Kungu ielā 50), pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1282., 1283., 1285., 1286. līdz 1290. p., paziņo, ka 1935. g. 1. novembrī plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liepājā Ozola ielā 12 un ierakstīta Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļas zemes grāmatas ar hip. 2891. num.

Šīs nekustamās mantas ideālā 1/2 daļa novērtēta par Ls 680,—, un to pārdod Liepājas pilsētas krājkašes prasības apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu nostiprināti hipotēku parādi: 2500 r. krievu cara nauda un Ls 8000,—, bet uz Marijas Auterhofs ideālo 1/2 daļu Ls 3000,— un ievests nodrošinājums uz Elizabetes Matis ideālo 1/2 daļu Ls 3034,07.

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no novērtēšanas summas Ls 680,— vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura summa būs augstāka pārdošanas dienā.

Solītajiem jāiemaksā Ls 68,— drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustama īpašuma iegūšanai.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1935. g. 27. augustā.
Ls 2189. 16317
Tiesu izpildītājs J. Pētersons.

Liepājas apgabaltiesas Liepājas pilsētas 2. iec. tiesu izpildītājs J. Pētersons (kanceleja Liepājā Kungu ielā 50), pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1282., 1283., 1285., 1286. līdz 1290. p., paziņo, ka 1935. g. 1. novembrī plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liepājā Ozola ielā 12 un ierakstīta Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļas zemes grāmatas ar hip. 2891. num.

Šīs nekustamās mantas ideālā 1/2 daļa novērtēta par Ls 680,—, un to pārdod Liepājas pilsētas krājkašes prasības apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu nostiprināti hipotēku parādi: 2500 r. krievu cara nauda un Ls 8000,—, bet uz Marijas Auterhofs ideālo 1/2 daļu Ls 3000,— un ievests nodrošinājums uz Elizabetes Matis ideālo 1/2 daļu Ls 3034,07.

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no novērtēšanas summas Ls 680,— vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura summa būs augstāka pārdošanas dienā.

Solītajiem jāiemaksā Ls 68,— drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustama īpašuma iegūšanai.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1935. g. 27. augustā.
Ls 2189. 16317
Tiesu izpildītājs J. Pētersons.

Liepājas apgabaltiesas Liepājas pilsētas 2. iec. tiesu izpildītājs J. Pētersons (kanceleja Liepājā Kungu ielā 50), pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1282., 1283., 1285., 1286. līdz 1290. p., paziņo, ka 1935. g. 1. novembrī plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liepājā Ozola ielā 12 un ierakstīta Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļas zemes grāmatas ar hip. 2891. num.

Šīs nekustamās mantas ideālā 1/2 daļa novērtēta par Ls 680,—, un to pārdod Liepājas pilsētas krājkašes prasības apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu nostiprināti hipotēku parādi: 2500 r. krievu cara nauda un Ls 8000,—, bet uz Marijas Auterhofs ideālo 1/2 daļu Ls 3000,— un ievests nodrošinājums uz Elizabetes Matis ideālo 1/2 daļu Ls 3034,07.

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no novērtēšanas summas Ls 680,— vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura summa būs augstāka pārdošanas dienā.

Solītajiem jāiemaksā Ls 68,— drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustama īpašuma iegūšanai.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1935. g. 27. augustā.
Ls 2189. 16317
Tiesu izpildītājs J. Pētersons.

Šīs nekustamās mantas ideālā 1/2 daļa novērtēta par Ls 2640,—, un to pārdod Jūda-Leiba Mindeļa un Otrās Liepājas savstarpējās kredītbiedrības prasību apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu nostiprināti hipotēku parādi: uz Andreja Jaunzema ideālo 1/2 daļu Ls 10.000,—, bet uz Rūdolfa Karisona ideālo 1/2 daļu Ls 7734,33 un ievesti nodrošinājumi par Ls 2318,06.

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p., 750. o no novērtēšanas summas Ls 1990, vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura summa būs augstāka pārdošanas dienā.

Solītajiem jāiemaksā Ls 264,— drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustama īpašuma iegūšanai.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja. Ls 2461. 16918
Liepājā, 1935. g. 24. augustā.
Tiesu izp. J. Pētersons.

Daugavpils apgabaltiesas Liekstes apr. tiesu izpildītājs E. Petriitis (kanceleja Grīvā Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

- 1) Skrudalienes pagasta valdes nodokļu prasības apmierināšanai 1935. g. 2. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Kazimira Stanislava d. Klaučana nekustamo mantu, kas atrodas Liekstes apr. Skrudalienes pag., ievesta zemes grāmatu reģistrā 3742. folijā un sastāv no Māres (Marienhof) muižas zemes gabala „Ezeri 5 F”, 15,19 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta nodokļu ņemšanai par Ls 1370,—;
- 3) tai ir hipotēku parādi Ls 4400,—;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 137,— un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka nav iebildumu pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16359

Grīvā, 1935. g. 26. augustā.
Tiesu izpildītājs E. Petriitis.

Daugavpils apgabaltiesas Liekstes apr. tiesu izpildītājs E. Petriitis (kanceleja Grīvā Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

- 1) Teklas Seēko prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liekstes apr. Svences pag., ievesta zemes grāmatu reģistrā 4095. folijā un sastāv no Vec- un Jaun-Svences un Arones muižas zemes gabala „Aizpurvi 6 F”, 10,87 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta nodokļu ņemšanai par Ls 4626,—;
- 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2900,—;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 462,60 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka nav iebildumu pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16863

Grīvā, 1935. g. 24. augustā.
Tiesu izpild. E. Petriitis.

Daugavpils apgabaltiesas Liekstes apr. tiesu izpildītājs E. Petriitis (kanceleja Grīvā Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

- 1) Teklas Seēko prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liekstes apr. Svences pag., ievesta zemes grāmatu reģistrā 4095. folijā un sastāv no Vec- un Jaun-Svences un Arones muižas zemes gabala „Aizpurvi 6 F”, 10,87 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta nodokļu ņemšanai par Ls 4626,—;
- 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2900,—;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 462,60 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka nav iebildumu pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16863

Grīvā, 1935. g. 24. augustā.
Tiesu izpild. E. Petriitis.

Daugavpils apgabaltiesas Liekstes apr. tiesu izpildītājs E. Petriitis (kanceleja Grīvā Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

- 1) Teklas Seēko prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liekstes apr. Svences pag., ievesta zemes grāmatu reģistrā 4095. folijā un sastāv no Vec- un Jaun-Svences un Arones muižas zemes gabala „Aizpurvi 6 F”, 10,87 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta nodokļu ņemšanai par Ls 4626,—;
- 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2900,—;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 462,60 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka nav iebildumu pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16863

Grīvā, 1935. g. 24. augustā.
Tiesu izpild. E. Petriitis.

Daugavpils apgabaltiesas Liekstes apr. tiesu izpildītājs E. Petriitis (kanceleja Grīvā Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

- 1) Teklas Seēko prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liekstes apr. Svences pag., ievesta zemes grāmatu reģistrā 4095. folijā un sastāv no Vec- un Jaun-Svences un Arones muižas zemes gabala „Aizpurvi 6 F”, 10,87 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta nodokļu ņemšanai par Ls 4626,—;
- 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2900,—;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 462,60 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka nav iebildumu pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16863

Grīvā, 1935. g. 24. augustā.
Tiesu izpild. E. Petriitis.

Daugavpils apgabaltiesas Liekstes apr. tiesu izpildītājs E. Petriitis (kanceleja Grīvā Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

- 1) Teklas Seēko prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Antona Mārtiņa d. Leizana nekustamo mantu, kas atrodas Liekstes apr. Svences pag., ievesta zemes grāmatu reģistrā 4095. folijā un sastāv no Vec- un Jaun-Svences un Arones muižas zemes gabala „Aizpurvi 6 F”, 10,87 ha platībā;
- 2) nekustamā manta novērtēta nodokļu ņemšanai par Ls 4626,—;
- 3) tai ir hipotēku parādi Ls 2900,—;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, t. i. Ls 462,60 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecinājums, ka nav iebildumu pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16863

Grīvā, 1935. g. 24. augustā.
Tiesu izpild. E. Petriitis.

3) tai ir hipotēku parāds Ls 200,—;

3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 9,20 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16643

Kārsavā, 1935. g. 23. augustā.
Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabaltiesas Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā, Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 881,90 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. gada 23. novembrī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē Moras Franča m. Poikāns nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā Smiļšu ielā 4, ierakstīta zemes grām. reģistrā 67. num. un sastāv no gruntsgabala, 1504 kv. mtr. platībā;
- 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 310,—;
- 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1200,—;
- 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nol. 1293. p.;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 31,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16644

Kārsavā, 1935. g. 23. augustā.
Tiesu izp. H. Kitners.

Daugavpils apgabaltiesas Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā, Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 8064,— ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. nov. plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē Olga Karļa m. Aizkalns, dz. Timma, nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā, Latgales ielā 25, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 7. num. un sastāv no gruntsgabala, 4643 kv. m. platībā;
- 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 8.340,—;
- 3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 10.500;
- 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nol. 1293. p.;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 834,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16647

Kārsavā, 1935. g. 23. augustā.
Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabaltiesas Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā, Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 179,54 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. nov. plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē Soras-Elkas Faiviša m. Udems, dzim. Jankelsons, nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā, Latgales ielā 75, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 104. num. un sastāv no gruntsgabala, 2031 kv. m. platībā;
- 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 575,—;
- 3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 2.200,— par labu hipotēku bankai;
- 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civ. proc. nolik. 1293. p.;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 57,50 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16645

Kārsavā, 1935. g. 23. augustā.
Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabaltiesas Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā, Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Latvijas hipotēku bankas prasības Ls 2.643,60 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. nov. plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē Ābrama Pereca, Meilčaka un Leibas Aba-Leiba d. d. Suchobokovu nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā, Latgales ielā 47, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 4. num. un sastāv no gruntsgabala, 1708 kv. m. platībā;
- 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 5.340,—;
- 3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 25.200,—;
- 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nol. 1293. p.;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 534,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16631

Kārsavā, 1935. g. 22. augustā.
Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabaltiesas Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē Ustina Ustina - d. Petuškova nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Pustina pag., ar nosaukumu „Kumeliņi” ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 1111. num., 80F grūnti, 12,20 ha platībā;
- 2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1328,—;
- 3) tai ir hipotēku parāds Ls 780,— Valsts zemes bankai;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 132,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16631

Kārsavā, 1935. g. 22. augustā.
Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabaltiesas Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

- 1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pirmajā publiskā izsolē Ustina Ustina - d. Petuškova nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Pustina pag., ar nosaukumu „Kumeliņi” ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 1111. num., 80F grūnti, 12,20 ha platībā;
- 2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1328,—;
- 3) tai ir hipotēku parāds Ls 780,— Valsts zemes bankai;
- 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 132,80 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
- 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civiltroc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sešu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Michaila un Osipa Ozersku nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Piedrujas pag., Savenec II sādā un ierakstīta zemes grāmatu reģ. 844. num., gruntē 15, 9,561 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1071,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 600,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtēj. desmitā daļa — Ls 107,10 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelējā. 16672

Krāslavā, 1935. g. 23. augustā. Tiesu izpildītājs J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civiltroc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. gada 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sešu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Donata un Franča Čalpu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Aulejas pag. Lipsku sādā, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 17604. num., 10. gruntē, 17,440 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1967,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 800,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 196,70 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelējā. 16679

Krāslavā, 1935. g. 26. augustā. Tiesu izpild. J. Avotnieks.

Citu iestāžu sludinājumi.

PAZIŅOJUMS.
Valsts saimniecības depart. banku nodaļa paziņo, ka finanču ministrs š. g. 26. augustā apstiprināja sekojošu Rīgas pilsētas krājkašes 37. panta b punkta papildinājumu: „So termiņu Finanču ministrs var pagarināt.” Banku nod. priekšn. 16887r V. Gailītis.

Darbvedis O. Ezeriņš.

Rīgas pils. lombarda valde, pamatojoties uz lombarda statūtu 25. §, izsludina par nederīgām šādas par nozaudētām pieteiktas ķīlu zīmes ar №№ E 173448, 159633, 159634, 159635, 109233, 170260, 170341, 123532, 132541, 191758, 160022, 152442, 134773, 134968, 121924, 81809, 232178, 134584, 106822, 156795, 119325, 197567, 129962, 78921, 78880, 103736, 227255, 86208, 124246, 165749. (16886r)

Bauskas apr. policijas 2. iec. priekšnieks pārdos atklātā vairāksolīšanā š. g. 10. septembrī plkst. 11, Bārbeles pag. „Luze-Zommeru” mājas, Jānim Zommeram piederošas 3 bišu saimes, novērtētas par Ls 54,—, apdrošināšanas prēmijas piedzīšanai, saskaņā ar Valsts saimniec. depart. š. g. 2. maija rakstu A/u 35306. 16923r

Rīgas kara apr. priekšnieks izsludina par nederīgu rez. dīzkar. Voldeņāram Jēkaba d. Barovskim, dzim. 1902. gada 1. jūn., Jelgavas-Bauskas kara apr. priekšn. 1924. g. 11. aprīlī izdoto karaklausības apliecību-grāmatu 7509. 16888r

Paziņojums.

Iekšlietu ministrijas Administratīvais departaments, pamatojoties uz likuma par uzvārda maiņu 10. pantu, paziņo, ka Iekšlietu ministrs, izskatot tālāk minēto Latvijas pilsoņu iesniegtos uzvārda maiņas lūgumus, atrada:

I. ka lūdzēji izpildījuši un apmierina visas 1920. g. 15. septembra likumā par uzvārda maiņu paredzētās prasības;

II. ka no „Valdības Vēstnesa” 1935. g. 28. februāra 50. numurā iespiestās šo uzvārda maiņas lietu publikācijas pagājis likumā par uzvārda maiņu 8. p. paredzētais 3 mēnešu termiņš iebildumu iesniegšanai;

III. ka iebildumi publicētās uzvārdu maiņas lietās nav celti, ko ņemot vērā un pamatojoties uz likuma par uzvārda maiņu 5. pantu, nolēma:

1. a) Jēkabam-Rūdolfam Grabauskim - Grabovskim, dzim. 1903. g. 26. novembrī, turpmāk saukties uzvārdā „Dravnieks”; lēmums stājies spēkā 1935. g. 8. jūlijā;

b) Hermanim - Burchardam Hāzeniusam, dzim. 1903. gada 30. novembrī, viņa sievai Austrai-Helēnei, dzim. Tilts-Tiltiņš, dzim. 1905. g. 15. februārī, un saskaņā ar likuma par uzvārda maiņu 4. pantu, arī viņu mazgadīgai meitai Helgai-Elvirai, dzim. 1931. g. 9. augustā, turpmāk saukties uzvārdā „Krauja”; lēmums stājies spēkā 1935. g. 25. jūnijā;

c) Alfrēdam-Edvinam Hāzeniusam, dzim. 1908. g. 19. aprīlī, turpmāk saukties uzvārdā „Krauja”; lēmums stājies spēkā 1935. g. 25. jūnijā;

d) Annai-Emīlijai Mārtinsons, ar Jakobsons, dzim. 1903. gada 26. decembrī, turpmāk saukties uzvārdā „Mārtinsons”; lēmums stājies spēkā 1935. g. 24. jūlijā;

e) Alisei-Emīlijai Strunkis, ar Strunke, dzim. 1913. g. 17. martā, turpmāk saukties uzvārdā „Ziedonis”; lēmums stājies spēkā 1935. g. 19. jūnijā;

f) Frīdai - Aleksandrai - Annai Strunkis, ar Strunke, dzim. 1911. g. 12. jūnijā, turpmāk saukties uzvārdā „Ziedonis”; lēmums stājies spēkā 1935. g. 19. jūnijā;

g) Donatam Vanagam-Vonogam, ar Peisenieks, dzim. 1907. g. 5. martā, turpmāk saukties uzvārdā „Vanags”; lēmums stājies spēkā 1935. gada 8. jūlijā;

h) Lonnijai (Lea) - Juliannai Levitans, dzim. Zakis, ar Zakītis, dzim. 1903. g. 11. maijā, turpmāk saukties uzvārdā „Zakis”; lēmums stājies spēkā 1935. g. 8. jūlijā.

II. Visus dokumentus, kā: pases, apliecības, pilnvaras, lūgumus, kvītes u. c., ko izdevušas dažādas valsts, pašvaldības un privātas iestādes, amata un privātas personas ar lūdzēju līdzšinējiem vārdiem, skaitīt par izdotiem ar jāmpiešķirtajiem uzvārdiem.

Rīgā, 1935. g. 26. augustā. 51. gr. V. 16870r Iekšlietu ministr. administr. depart. vicedirektora v. K. Abels.

Pasu nod. vadītājs P. Kurzemnieks.

Rīgas pilsētas finanču valdes zirgu, suņu un laivu nodokļu nodaļa izsludina par nederīgu nozaudēto Juda Rajaelsona, dzim. Brīvības ielā 64/66, dz. 15, zirga pasi 3841, ko Rīgas pilsētas valde 1925. g. izdevusi Jēkabam Ehielā d. Nisam. Zirgu ar pasi 1929. g. ieguvis Juda Rafaelsons. 16948r

Artillerijas laborātor. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto termigapheciību 459, ko Liepājas pils. komandants izdevis Līlijai Sidlauskis.

Rīgas priekš. 6. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto ratīgu stūmēju 60, apliecību, ko viņš 1933. g. 23. februārī izdevis Andrejam Sporem.

Rīgas priekš. 8. iec. priekšn. izsludina par nederīgām kara klausības apliecības: 1) 7286, ko Jelgavas-Bauskas kara apr. priekšn. 1926. g. 12. febr. izdevis Arnoldam Eiferam, un 2) 16389, ko Rīgas kara apr. priekšn. 1928. g. 26. aprīlī izdevis Vilim Jungam. 16892r

Kooperatīvu revīzijas padome izsludina par nozaudētu un nederīgu Baltinovas patērtālu biedrības „Ekonomija” statūtu oriģinālu. 16889r

Augstrozes pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās labības grāmatas, ko šī pag. valde izdev. Eduardam Pauksēnam 1934. g. 25. septembrī ar 22. num., un Alvinei Oļiņš 1934. g. 2. oktobrī ar 32. num.

Rīgas prefektūra

paziņo, ka š. g. 16. septembrī plkst. 10, Aspāzijas bulv. 14. prefektūrā, 25. istabā, pret tūlītēju samaksu pārdos mutvārdu izsolē konfiscētus un privātām personām piederošus un prefektūrā glabājošos dažādu sistēmu revolverus un 4 montekristo, 1 gaisa spiediena, 1 bojātu vienstobņa medību bises.

Ieročus pārdos vienīgi personām, kam ir atļaujas ieroču nēsāšanai un iegūšanai.

Valsts civilresoru darbiniekiem, kuriem pēc likuma piešķirti ieroči, un karavīriem ieroču pirkšanai izsolē vajadzīga atsevišķa priekšniekības rakstiska atļauja, bet aizsargiem — pulku komandieru atļaujas.

Pārdodamie ieroči apskatāmi un tuvākas ziņas sniedz prefektūrā, 26. istabā. L 2653. 16967r

F. M. Valsts saimniecības departaments

pārdos mutvārdu izsolē š. g. 10. septembrī plkst. 13 Valkā, Dārziņa ielā 8

1 bojātu elektro-motoru ar virzuļa ūdenssūkni, 10 metalla gultas ar matračiem un citus priekšmetus.

Ar tuvākiem izsoles noteikumiem un mantas aprakstu var iepazīties Valsts saimniecības departamentā Rīgā, Valdemāra ielā 2a 2. stāvā 7. ist. un Valkā, pie Valkas tautas nama pārvaldnieka. L 2646. 16965r

V. C. M. P. Jelgavas cukurfabrikas

izdos rakstveida sacensībā 1935. g. 9. septembrī plkst. 11 fabrikas kantori **sekošus darbus:**

1) Izskaloto grauzījumu novietošanu bedrēs vai iekraušānu vagonos. Drošības nauda Ls 500.

2) Izstrādātā filtrkaļķa novietošanu. Drošības nauda Ls 300.

3) Akmeņogu pārvešanu no blāķa uz katlu māju. Drošības nauda Ls 200.

Sacensības dalībnieki var piedalīties arī uz katru pozīciju atsevišķi.

Ar sacensības un tehniskiem noteikumiem var iepazīties Valsts cukura monopola pārvaldē, Rīgā, L. Smiļņu ielā 1/3 un Jelgavas cukurfabrikas kantori. L 2642. 16964r

Dzelzceļu virsvaldes mašīnu un materiālu direkcija

izsludina rakstveida sacensības:

1935. g. 11. IX. 20000 kg kokvilnas diegu atkritumu piegādei. Dažādu medikamentu, pēc saraksta, piegādei.

1935. g. 20. IX. 100000 kg l šķiras petrolejas piegādei. 40000 kg cilindru eļļas, slapīvaikam, piegādei.

Sacensību sākums plkst. 11 121. ist. Dalībniekiem jāiemaksā 5% drošības naudas no piedāvājumu vērtības. Tuvākas ziņas 103. ist. L 2635. 16962r

Rīgas prefektūra

paziņo, ka š. g. 10. septembrī, plkst. 10, prefektūrā Aspāzijas bulv. 14, 25. istabā pret tūlītēju samaksu pārdos mutvārdu izsolē dažādas atrastas, konfiscētas un nezināmu īpašnieku mantas.

Tuvākas ziņas sniedz prefektūrā 26. istabā darba laikā, bet pārdodamie priekšmeti apskatāmi izsoles dienā 25. ist. L 2650

Dzelzceļu 1. ceļu iec. priekšnieka birojā, Rīgas 1. stac.

1935. g. 10. septembrī plkst. 12 **izdos jauktā izsolē bruģa atjaunošanas darbus Rīgas Preču stac.** pie noliktavas.

Drošības nauda Ls 60,—, Tuvākas ziņas birojā darba laikā. L 2632 16961

Šoseju un zemes ceļu dep. 1. rajona inženieris

savā kancelējā Elizabetes ielā 35, dz. 3 š. g. 7. septembrī plkst. 10 **izdos jauktā izsolē 13,70 m gaŗa koka tilta būves darbus** pār Lojas upi, uz Raganu kroga-Rēdnieku-Vilētāju III šķir. ceļa, Sējas pag., pie Grāvmelderu m.

Izsoles nodrošinājums Ls 140,—, Tuvākas ziņas rajona kancelējā darba laikā no plkst. 9—15. L 2639 16963

Rīgas pils. aizgādības valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu № 179, ko Zālītes pag. valde 1932. g. izsniegusi Johannai Kikans.

Rīgas pils. aizgādības valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R 11269/10799, ko Rīgas pils. valdes darba nod. 1932. g. 9. VI izsniegusi Ievai-Zoļijai Butlers.

ANCES pag. valde izsludina par nederīgu kumelju registrāc. 439. zīmi, ko šī pag. valde 1932. g. 25. jūnijā izdevusi Vilim Šausam. 16720g

Asūnes pag. valde izsludina par nederīgu sadegušo 874. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Plesnevas sādž. viens. īpašniekam Jāzepam Ramam. 16579r

Augspils pag. valde izsludina par nederīgu 590. labības grāmatu, ko šī pag. valde izdevusi Jānim Smirnovam. 16714r

Grobīgas pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pag. valdes 1934. g. izdotās labības grāmatas: 1) 62. grāmatu, kas izdota Minnai Stāls, un 2) 373. grāmatu, Jānim Reinfeldam. 16577r

Bukašu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 163. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Zameļam Bakam. 16715r

Gudnieku pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 39. labības grāmatu, ko šī pag. valde izdevusi Jāzepam Streļevicam. 16727r

Kabiles pag. valde izsludina par nederīgu kumelju registrāc. 439. zīmi, ko šī pag. valde 1932. g. 25. jūnijā izdevusi Vilim Šausam. 16720g

Mārsnēnu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 113. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Frīdriham Zaueram. 16464g

Mērdzenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 2002. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Klimnam Gailim u. c. 16438g

Olaines pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R № 98876/97650, ko Rīgas pils. darba nodaļa 1932. gada 27. jūnijā izdevusi Ivanam Kirilovam. 16728r

Mārcienas pag. valde izsludina par nederīgām sekošas nozaudētās iekšz. pases: 1) ser. MT № 007032/32, ko šī pag. valde 1927. g. 16. sept. izdevusi Alvinei Vaskis, un 2) ser. MA № 13374/332992, ko Rīgas pref. 1932. g. 5. jūlijā izdevusi Paulīnei Jakobsons, atr. Blūms, dz. Vaskis. 16333g

Ogresgala pag. valde izsludina par nederīgu 73. darba grāmatu, ko lēskiles pagasta valde 1932. g. 10. jūnijā izdevusi Ignatam Peļūkam. 16793r

Praulienas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 132. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Jānim Pomeram Jānišos. 16585r

Rāmuļu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 110. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Jānim Leimanim. 16441r

Rāmuļu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 126. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Marijai Purīš.

Sēlpils pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi 593/14593, ko šī pag. valde 1926. g. 27. febr. izdevusi Jēkabam Pēterai d. Aizupim.

Skaistkalnes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 246. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Ansim Bergam. 16755r

Skriveru pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu V. 34410/175, ko šī pag. valde 1932. g. 14. jūnijā izdevusi Emīlijai-Erņai Spacs.

Skrundas pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pag. valdes izdotās zirga pases: 1) 15834/1453, kas 1930. gada 3. februārī izdota Jānim Kaļķukalnam; 2) 15396/1016, kas 1926. g. 23. martā izdota Gīrtam Ernesta d. Pločmalim; 3) 15764/1383, kas 1929. gada 19. jūlijā izdota Jurim Anša d. Kasparovicam, un 4) maizes labības 223. grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Kristam Ezim. 16732r

Stienes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 143. darba grām., ko Neretas pag. valde 1932. g. 10. jūlijā izdevusi Vladislavam Rimšam. 16338g

Ziemera pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 72. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Kārlim Krūmīnam. 16431r

Ternejas pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pag. valdes izdotās: 1) Latvijas iekšzemes pasi Z. K. 024695/249, kas 1927. g. 25. oktobrī izdota Kristapam Brozinam, un 2) 83. labības grāmatu, kas 1934. g. izdota Ernestam Balodim. 16929r

Ulmales pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto šīs pag. valdes Ulmales Olaines īpašn. Andrejam Lasmanim 1934. g. izdoto 15. labības grām. 16721g

Ungurmuļņas pag. valde izsludina par nederīgu 150. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Jānim Līcītim. 16329g

Vaidavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 48. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Fricim Mikelsonam. 16730r

Valgales pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto kumelja registrācijas 106. zīmi, ko šī pag. valde 1930. g. 5. decembrī izdevusi Andrejam Balodim.

Vecgulbenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 278. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. 1. okt. izdevusi Eduardam Širakam. 16568g

Vecmoku pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi ser. LV 009651, ko šī pag. valde 1928. g. 7. maijā izdevusi Fricim Neilandam.

Vecmuižas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto kumelja 81. registrācijas zīmi, ko Baldones pag. valde 1932. g. 13. sept. izdevusi Kārlim Puncam. 16206r

Vecpils pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto vecā parauga Latvijas pasi № 3517, ko Grobiņas apr. priekšn. 1. iec. palīgs 1920. g. 29. jūnijā izdevusi Indriķim Friča d. Stālam-Strālam. 16443r

Virbu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 30. maizes labības grām., ko viņa 1934. g. izdevusi Adolfam Vinteleram.

Vīpes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. L. 41263/228, ko šī pag. valde 1933. g. 8. apr. izdevusi Martai Peisanieks. 16757g

Dažādi sludinājumi.
Akc. sab.
Pirmais privātais lombards izūtrupēs

lombarda telpās, pašu namā, i. Kaļēju ielā 18/20, 1935. g. 11. septembrī plkst. 13 iekārtas, bet nenokārtotas ķīlas līdz № 727.000, 1935. g. 25. sept. līdz № 731.500, 1935. g. 9. oktobrī līdz № 736.000, un 1935. g. 23. oktobrī līdz № 740.500.

Ūtrupē nozīmēto ķīlu atmaksā jānokārto 3 dienas pirms ūtrupes, pretēji jāmaksā par zelta un sudraba lietām proves valdes izdevumi.

Pārdošanā nāks: briljanti, zelts, sudrabs, pulksteņi, uzvalki, kaķoki, velosipēdi, šujmašīnas u. t. t. 16950 Valde.

Tirdzn., rūpn. un lauksaimniecības akc. sab.

„LATLAUKS”
valde uzaicina akcionārus uz kārt. pilno akc. sapulci š. g. 21. sept. plkst. 15 Rīgā, Tirgoņu ielā 8, dz. 2.

Dienas kārtība:
1) Sapulces vadītāja un protokolista vēlēšana.
2) Valdes un revīzijas komisijas ziņojumi.
3) 1934. g. pārskata un bilances apstiprināšana.
4) Statūtu grozīšana un akciju kapitāla samazināšana.
5) Valdes un revīzijas komisijas vēlēšanas.
6) Dažādi turpmākās darbības jautājumi.

Piezīme. Sapulce notiks saskaņā ar statūtu 57. p. noteikumiem. 16968r

Maksātspējīgās parādnieces kredītsabiedrības „Pašpalīdzība” konkursa valde uzaicina maksātspējīgās kreditorus ierasties 1935. g. 12. septembrī plkst. 19 Rīgā, Merkēla ielā 11, dz. 3, konkursa valdes sevišķā sēdē pieteikto pretenziju pārbaudei.

Tanī pašā laikā a vietā notiks maksātspējīgās parādnieces kredītsabiedrības „Pašpalīdzība” KREDITORU SAPULCE ar šādu dienas kārtību: